

# Quelles perspectives pour l'économie française jusqu'en 1988 ?

Projections selon trois scénarios internationaux

**Alain Fonteneau, Monique Fouet, Pierre-Alain Muet,**

*OFCE*

*Le présent article présente l'évolution de l'économie française, quantifiée à l'aide du modèle OFCE-annuel, dans le cadre de trois scénarios de l'économie mondiale jusqu'en 1988.*

*La phase de reprise dans laquelle les pays occidentaux sont engagés depuis quelques trimestres ne peut guère être considérée comme la fin de la crise. La croissance du PIB des pays de l'OCDE et celle des échanges mondiaux seront relativement lentes, quel que soit le scénario envisagé.*

*La croissance française sera largement conditionnée par la croissance mondiale et l'objectif de rétablissement rapide de l'équilibre extérieur : plus faible que la moyenne de nos principaux partenaires en début de période, elle redeviendrait du même ordre de grandeur ensuite, voire légèrement supérieure, dans l'hypothèse où s'amorce-rait une nouvelle récession mondiale en milieu de période. L'inflation ralentirait dès la fin de cette année pour avoisiner 5 % en 1985, mais risquerait d'augmenter à nouveau en fin de période.*

*La croissance resterait insuffisante pour assurer, sans mesures nouvelles, un équilibre des comptes sociaux. Quant à l'objectif de diminution des prélèvements obligatoires, il ne serait réalisable que dans le scénario le plus favorable.*

*La progression des ressources en main-d'œuvre, interrompue ces dernières années par la politique de l'emploi, aggravera le chômage, qui pourrait atteindre de 2,7 à 2,85 millions de personnes en 1988.*

Plusieurs réflexions sur les avenir envisageables à moyen terme ont été publiées au cours des mois récents, dans des optiques assez différentes.

Les travaux du CEPII [1] visent à déceler les configurations prospectives dynamiques de l'économie mondiale en construisant des scénarios contrastés à l'horizon des dix prochaines années mais non indépendants. Ils ont pour but d'explicitier des raisonnements sur les transformations du système, non de fournir une description chiffrée de différents états du monde.

L'INSEE [5] a présenté une projection chiffrée de l'économie française qui ne veut « ni prédire l'avenir, ni proposer un projet de société, mais quantifier les défis que l'économie française aura à relever ». Il se fonde pour cela sur un scénario d'environnement international intermédiaire entre une récession prolongée et une expansion vigoureuse.

Le présent article est le produit de travaux qui tentent de combiner ces deux types d'approche. Il présente l'évolution de l'économie française, quantifiée à l'aide du modèle OFCE-annuel, dans le cadre de scénarios qui dessinent divers cheminements possibles de l'économie mondiale de 1984 à 1988. Il fait une large place à la présentation des hypothèses concernant l'économie mondiale pour deux raisons principales. Tout d'abord parce que les choix que les pays étrangers feront en matière de politique économique et les configurations mondiales qui en résulteront constitueront un déterminant majeur pour l'économie française. Ensuite parce que les incertitudes concernant l'évolution mondiale au cours des prochaines années sont très largement supérieures à celles qui sont susceptibles d'affecter les comportements internes.

L'ouverture croissante des frontières au cours des vingt dernières années a rendu l'économie française très dépendante de son environnement international. Il en est résulté une perte d'efficacité des politiques budgétaires (le multiplicateur de dépenses publiques décroît avec l'ouverture des frontières et l'incidence sur le déficit extérieur croît) ainsi qu'une diminution de l'autonomie des politiques monétaires (le taux d'intérêt ne peut s'écarter des taux étrangers sans engendrer d'importants mouvements de capitaux). De plus les changements structurels intervenus à la suite des deux chocs pétroliers ont profondément bouleversé les données de la politique économique en limitant considérablement l'efficacité des dévaluations et, par conséquent, les possibilités d'une politique autonome.

L'expérience récente a montré les limites que rencontrent aujourd'hui les politiques de relance nationale appuyées par des dévaluations, alors même qu'elles ont largement contribué dans le passé au succès de la croissance française. La France a connu en effet au cours des trente dernières années, en raison notamment d'une politique volontairement expansionniste, une croissance durablement supérieure à celle de ses principaux partenaires commerciaux. Il en est résulté une tendance systématique au déficit extérieur, qui fut presque toujours résorbé par le recours aux dévaluations (à l'exception du plan de stabilisation de 1963). Les chocs pétroliers successifs en ont enrayé le mécanisme, en aggravant considérablement les effets pervers des dévaluations.

Du fait de l'importance prise par la facture pétrolière depuis le second choc pétrolier, les gains de compétitivité résultant des dévaluations ont de plus en plus de difficultés à compenser le renchérissement des importations entraîné par l'appréciation des devises dans lesquelles sont libellées nos importations. Non seulement l'amélioration du solde est beaucoup plus faible, mais elle intervient avec un retard accru et peut même ne pas apparaître si le déficit initial est important. En conséquence la croissance française au cours des prochaines années sera très largement conditionnée par la croissance mondiale et par le niveau d'endettement extérieur acceptable à la fois par les instances gouvernementales et les milieux financiers internationaux.

Ce diagnostic n'est pas original. Il existe aujourd'hui un large consensus parmi les économistes français et étrangers pour penser que la contrainte extérieure a été, depuis le premier choc pétrolier, la principale limitation à la croissance française (\*), alors que dans d'autres pays l'ampleur des déficits publics ou l'insuffisante profitabilité constituaient au contraire la contrainte dominante.

Le poids de la contrainte extérieure et les incertitudes affectant l'économie mondiale expliquent que l'on ait choisi de présenter non pas une prévision, mais trois scénarios. Cette démarche vise également à mettre l'accent sur les problèmes auxquels l'économie française devra faire face quel que soit son environnement.

La première partie présente les principales interrogations relatives à l'économie mondiale et les configurations qui peuvent en résulter.

La deuxième partie décrit les trois scénarios retenus pour l'environnement et les évolutions qui en résultent pour l'économie française, en adaptant à chaque fois la politique économique aux mêmes objectifs d'équilibre extérieur, de limitation du déficit public à 3 % du PIB et, dans la mesure du possible, de réduction de la pression fiscale à partir de 1985.

La troisième partie examine les principaux problèmes qui se posent, à moyen terme, avec plus ou moins d'acuité selon l'évolution mondiale :

- équilibre des finances publiques et du budget social,
- réduction de l'inflation,
- évolution de l'emploi et du chômage.

## **Les principales interrogations relatives à l'économie mondiale**

Accorder une importance excessive aux préoccupations du moment est une difficulté à laquelle il est difficile d'échapper. De fait, les projections présentées ici sont « datées » : les aspects monétaires et financiers occupent une place importante dans l'analyse, et les réponses qu'on apporte sur de nombreux points doivent plus aux inquiétudes immédiates qu'à l'imagination.

De même, constatant les déséquilibres accumulés, on s'interroge principalement sur les modalités de leur apurement : celui-ci semble un préalable nécessaire à une phase d'expansion mondiale, ne serait-ce que parce que les autorités économiques de nombreux pays l'érigent en préalable nécessaire. Mais la *nature* de la phase d'expansion n'est pas abordée, parce que les délais en jeu pour l'apurement sont de l'ordre de la période sous revue.

Les fluctuations qui affectent l'économie mondiale ne peuvent guère être traitées comme de simples épiphénomènes. Le cheminement annuel, pour périlleux qu'il soit, nous semble nécessaire.

---

(\*) Ce point est illustré notamment par les travaux quantitatifs prospectifs réalisés depuis le premier choc pétrolier (cf. par exemple, la synthèse présentée par Jean-Michel Charpin [3]).

Périlleux, car à l'évidence on ne peut pas anticiper avec un degré raisonnable de certitude la date et l'ampleur des mouvements conjoncturels sur une période de cinq ans c'est la nature de ces mouvements que l'on s'efforce d'indiquer dans le présent article.

Nécessaire, car ces fluctuations ne sont pas sans influence sur la tendance : des variations amples provoquent des effets souvent peu réversibles ; les chocs sont durablement perturbateurs.

Le caractère dominant de l'économie américaine incite à faire de celle-ci le point d'amorçage de la réflexion, dans la mesure où un choc extérieur aux pays industrialisés ne semble pas constituer une incertitude majeure. Le Japon et les pays européens sont ensuite envisagés dans leurs caractéristiques relatives et dans le type de relations, commerciales et financières, qu'ils entretiennent entre eux et avec les Etats-Unis. La place des pays en voie de développement dans ces relations ne sera ici qu'esquissée <sup>(1)</sup>.

### **Dans quelle mesure la politique économique des Etats-Unis sera-t-elle restrictive ?**

Pendant la plus grande part des années 1970 les autorités économiques américaines ont privilégié l'objectif de croissance économique. Le budget fédéral était amplement déficitaire et les taux d'intérêt réels baissaient jusqu'à devenir négatifs au milieu de la décennie. C'est en octobre 1979 que les orientations de la politique monétaire ont été fortement révisées, le souci d'assainissement devenant désormais prioritaire. Il n'y a pas eu là effet d'un brusque volontarisme politique, mais plutôt traduction d'un déplacement du pouvoir des différents groupes économiques, le poids des agents créditeurs dans la prise de décision ayant été renforcé par les années de fuite dans l'endettement. C'est pourquoi une stratégie d'assainissement continuera à être mise en œuvre. Mais la logique selon laquelle le processus pourra se dérouler et les obstacles auxquels il se heurtera peuvent dessiner différents cas de figure.

En dépit des affirmations pré-électorales, le déficit du budget fédéral s'est considérablement alourdi depuis l'entrée en fonctions (janvier 1981) du gouvernement Reagan, car les dépenses ont continué à croître rapidement, alors que les recettes se ralentissaient. Passée l'élection présidentielle de novembre 1984, la politique budgétaire sera vraisemblablement modifiée : la réduction du déficit est dès à présent considérée comme une nécessité par les deux partis. Mais les modalités seront différentes selon celui qui sera élu. La restriction ne pourra commencer que fin 1985 et sera d'autant plus modérée en 1986-1987 que l'équipe au pouvoir voudra éviter une récession. Le déficit fédéral pourrait descendre au-dessous de 100 milliards de dollars, mais seulement à la fin de la décennie, et représenterait donc encore au minimum 1,5 % du PNB en 1989-1990. L'Etat fédéral continuera donc tout au long de la période sous revue à emprunter massivement des capitaux, c'est-à-dire à drainer une fraction de l'épargne nationale et étrangère. L'une des conséquences de cette situation sera le rôle de plus en plus important des taux attachés aux emprunts publics américains.

---

(1) Ce point est développé dans l'article « Les avenir inégalement sombres des pays en voie de développement » dans ce même numéro de la revue [8].

Dans ces conditions, les orientations de la politique monétaire demeureront déterminantes, d'autant que l'offre de capitaux pourrait se révéler insuffisante. Le comportement de longue période du taux d'épargne des ménages est difficile à prévoir : quel sera l'effet résultant de déterminants aussi contradictoires que la croissance durablement lente des revenus réels, une inflation plus faible que celle des années 1970, un moindre investissement en logements, des taux d'intérêt réels positifs, l'existence d'une multitude de nouvelles formes de placement ?

Les années 1980 seront très différentes des années 1970 qui avaient vu des masses importantes de capitaux étrangers, les pétro-dollars, à la recherche de placements sûrs mais non nécessairement très rémunérateurs. Pour attirer des capitaux, les banques et institutions financières sont désormais contraintes d'offrir des taux d'intérêt très attractifs, c'est-à-dire d'accroître le coût de leurs ressources, ce qui naturellement rejaillit sur les taux débiteurs. En outre les banques, qui étaient à la recherche d'emplois pour ces fonds, avaient fortement incité les pays latino-américains à emprunter. Ces derniers ne peuvent désormais ni rembourser le principal, ni même souvent les intérêts aux échéances prévues, et ont par ailleurs besoin de prêts additionnels. Il y aura là tout au long des années 1980 source pour les banques américaines d'une forte demande et d'une faible offre de capitaux.

La question de l'endettement latino-américain continuera à peser sur l'évolution économique des Etats-Unis. Contraints à des politiques d'austérité, ces pays modéreront leurs importations, qui représentent encore des débouchés importants pour les Etats-Unis (13 % en 1983). Par ailleurs ils ne pourront pas faire totalement face à leurs échéances ; un certain allègement de la dette devra être consenti. Mais selon quelles modalités ? Comment les banques pourront-elles se décharger d'une partie du problème sur d'autres agents économiques ? Une garantie pourrait être accordée par l'Etat, mais cela impliquerait une certaine prise en charge financière, c'est-à-dire en dernier ressort un report sur les contribuables, puisque l'accroissement du déficit public semble exclu <sup>(2)</sup>.

Bien que certains milieux politiques, industriels et financiers l'évoquent avec de plus en plus d'insistance, une politique industrielle active au sens européen du terme ne semble pas susceptible d'être instaurée au cours de la période sous revue. Néanmoins l'Etat continuera à agir sur les structures économiques que ce soit par voie législative, par les commandes publiques (essentiellement militaires) ou par la gestion de la demande globale (les politiques monétaires et budgétaires tentant de privilégier l'investissement plutôt que la consommation). Les modalités de cette action seront différentes selon qu'elle émanera des « libéraux » de l'équipe républicaine ou des « néo-libéraux » de l'équipe démocrate.

La restructuration de l'appareil productif engagée depuis de nombreuses années se poursuivra, mais sera freinée par deux principaux types d'obstacles. Le premier a trait au financement des investissements. Au-delà des divergences entre secteurs économiques et régions, l'ampleur du besoin global de capitaux nécessaires à l'industrie manufacturière et aux services (incluant les télécommunications) risque d'être supérieure aux épargnes

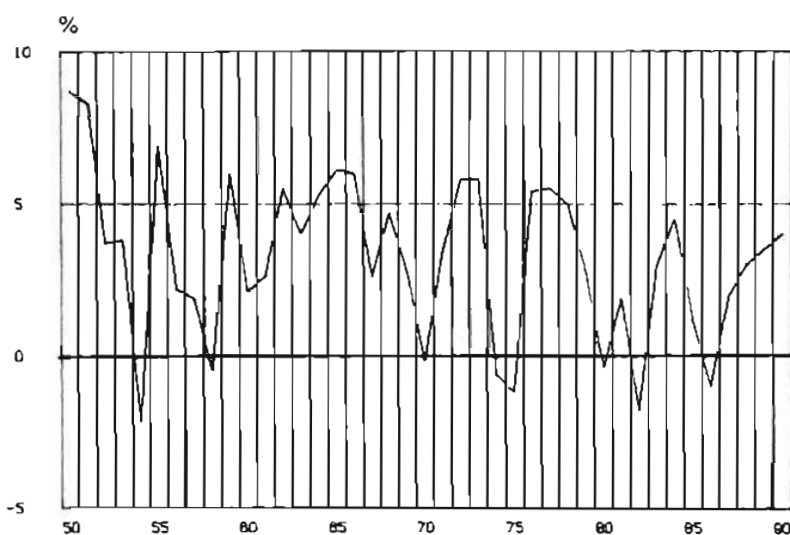
---

(2) L'ordre de grandeur est le suivant : si la moitié des créances des banques américaines sur les pays latino-américains était « fiscalisée », la perte de consommation des ménages américains serait de 2,8 % et la perte correspondante du PNB de 1,9 %.

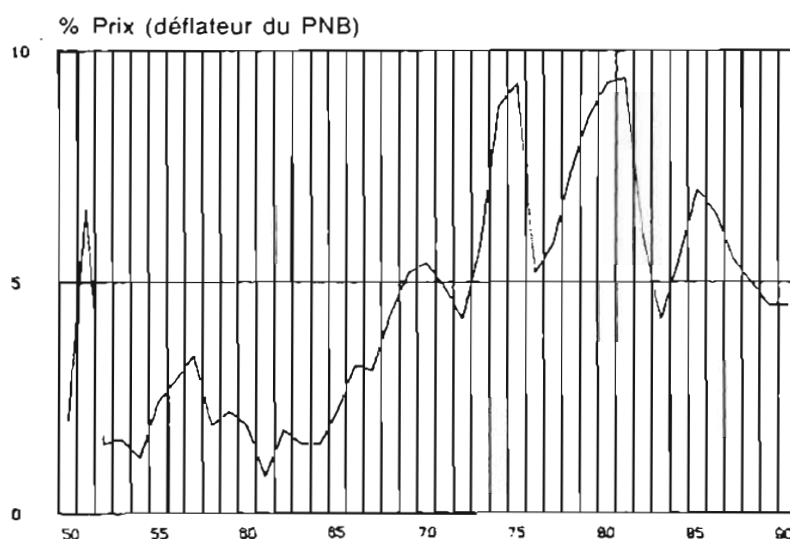
mobilisables. Le second a trait aux débouchés. La demande extérieure sera d'autant moins entraînante que le dollar sera surévalué. L'une des incertitudes majeures de la prévision porte sur la rémanence de cette surévaluation. La consommation des ménages sera obérée par la faible croissance de l'emploi, une fois passé le rattrapage des années 1983-1984, par le plus ou moins grand freinage des salaires réels et par le ralentissement (voire la baisse) des revenus de transfert. Enfin les secteurs dynamiques, tel l'électronique, ne seront pas nécessairement de nature à fournir des débouchés importants aux secteurs en déclin, telle la sidérurgie.

Les potentialités de l'économie américaine sont considérables. Ce pays a connu au cours des années récentes des ajustements brutaux qui ont assaini en partie les déséquilibres et qui témoignent d'une flexibilité propre à permettre la poursuite de cet assainissement. La forte baisse du salaire des personnes licenciées puis réembauchées, la vigueur du processus de destruction créatrice dans tout l'appareil de production, la rapidité de la diffusion des technologies nouvelles, la capacité à drainer les capitaux étrangers en sont autant de signes. Mais pour que ces potentialités se matérialisent, il faut que les obstacles hérités du passé s'avèrent rapidement surmontables. Or un ralentissement prononcé de la croissance semble probable au cours des prochains trimestres. L'orientation de la politique économique en 1985 peut alors conduire à des cheminements très différents qui seront examinés en détail dans la deuxième partie de cet article.

Mentionnons ici simplement qu'un premier scénario se fonde sur l'amorce d'une restriction budgétaire et envisage une récession en 1986 ; la reprise interviendrait dès 1987, la politique pouvant s'assouplir en raison de la relative modération des tensions inflationnistes (scénario « go and stop »). Le deuxième scénario suppose une modération tant du ralentissement économique spontané que du caractère restrictif de la politique économique, qui pourrait même devenir relativement expansionniste ; la récession est alors différée jusqu'à la fin de la période. Le troisième scénario est celui d'une austérité prolongée, la politique devenant et demeurant fortement restrictive. De 1983 à 1988 le taux de croissance annuel moyen du PIB serait, dans ces trois scénarios, respectivement de 2,0 %, 3,6 % et 1,2 %.



1. Croissance et inflation aux Etats-Unis, scénario « go and stop »



Accroissement du PNB en volume de 1950 à 1990/ année précédente

Taux de hausse annuelle

Source : Department of commerce ; prévisions OFCE.

### Quel sera le dynamisme relatif du Japon et de l'Europe ?

Le ralentissement des gains de productivité du travail, amorcé aux Etats-Unis au milieu des années 1960, n'a atteint les autres pays industrialisés qu'au début des années 1970.

Le Japon reste particulièrement bien armé pour assimiler les techniques existantes et aborder la mise au point de nouvelles technologies dans des conditions d'efficacité qui préjugent en principe de leur bonne rentabilité. La forte qualification de la main-d'œuvre, notamment, permet aux entreprises de bénéficier de puissants effets externes pris en charge par la collectivité. Toutefois une part importante des succès industriels est due à une mobilisation de la population bien souvent mise en état de sous-traitance. Ceci ne va pas sans entraîner tensions et revendications. Le déficit public est élevé malgré le faible degré de protection sociale ; le taux d'épargne record mesure les sacrifices faits sur la consommation ; la situation des petites entreprises est bien souvent précaire. La demande intérieure, qu'il s'agisse de consommation privée, d'investissement public à caractère social ou de dépenses

militaires, ne semble guère pouvoir prendre le relais de la demande extérieure dès les prochaines années, en raison notamment des changements que cela impliquerait pour l'ensemble de la société ; c'est seulement à la fin de la décennie qu'elle pourrait commencer à jouer ce rôle de manière conséquente. Par ailleurs les réactions de protectionnisme auxquelles le Japon se heurtera risquent de le contraindre à étouffer la croissance de son appareil productif. Comme pour les Etats-Unis, les potentialités sont considérables ; mais les obstacles qui freineront leur concrétisation semblent particulièrement difficiles à contourner rapidement.

En Europe la recherche, dans un contexte de demande intérieure faible, de gains de productivité tournés prioritairement vers la rationalisation des processus de production à l'aide de matériels largement importés risque davantage d'éliminer la main-d'œuvre à faible qualification que de valoriser une main-d'œuvre capable de s'adapter aux nouveaux besoins. Le chômage qu'elle provoque a un coût économique, et un coût social, qui s'accroîtront au cours des années à venir. Les coûts salariaux unitaires exprimés en dollars ont augmenté sur la longue période beaucoup plus rapidement en Europe et au Japon qu'aux Etats-Unis. En niveau, les coûts européens semblent être devenus supérieurs aux coûts américains au début des années 1970. En France et en RFA, très proches l'un de l'autre, ils ont fluctué pendant une dizaine d'années à 30 % environ au-dessus des coûts américains, pour les rejoindre en 1982. Au Japon en revanche les coûts sont encore inférieurs d'environ 30 % à ceux des Etats-Unis.

On ne peut s'appuyer uniquement sur des indicateurs de coût de main-d'œuvre pour juger de la compétitivité immédiate des économies. Par exemple un yen sous-évalué a pour effet de renchérir les achats de matières premières et d'énergie dont le Japon est très dépendant. La comparaison des prix de production industriels montre des écarts inférieurs à ceux observés sur les coûts. La remontée du dollar des dernières années a eu pour effet de ramener les prix européens au voisinage des prix américains, alors que les prix japonais retrouvaient leur situation de compétitivité des années 1960, c'est-à-dire inférieurs de 20-25 %. Cela expliquerait pourquoi après 1979 les choses sont devenues plus difficiles pour les Etats-Unis vis-à-vis du Japon, et ont conduit à mettre la lutte contre l'inflation au premier rang des priorités. Les succès d'ores et déjà obtenus aux Etats-Unis rendent précaire l'amélioration de la compétitivité en Europe due à la remontée du dollar.

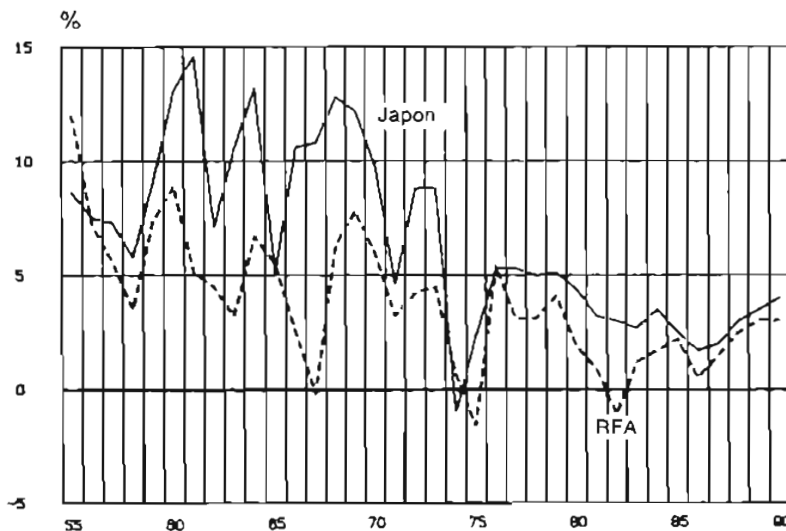
Au cours des décennies récentes l'ouverture des frontières a exercé sur les profits et les investissements des effets successifs. L'approfondissement de la division internationale du travail et l'élargissement des débouchés ont permis d'accroître les profits jusqu'au début des années 1970 et favorisé l'essor des capacités de production mondiale. Mais ils ont provoqué dans les secteurs de technologie mûrie une baisse de rentabilité des capitaux investis ; celle-ci a été combattue pendant un temps par l'appel au crédit, générateur dans ces conditions de tensions inflationnistes.

Le stade actuel est celui de la déflation. L'effort de désendettement, conjugué à une vive concurrence, conduit au ralentissement des prix ; mais ce mouvement est freiné par les mesures protectionnistes et les actions de sauvetage des entreprises en difficulté, actions plus nombreuses en Europe qu'aux Etats-Unis et au Japon. Dans de nombreux pays européens les taux de profit ne semblent guère susceptibles de remonter fortement au cours des



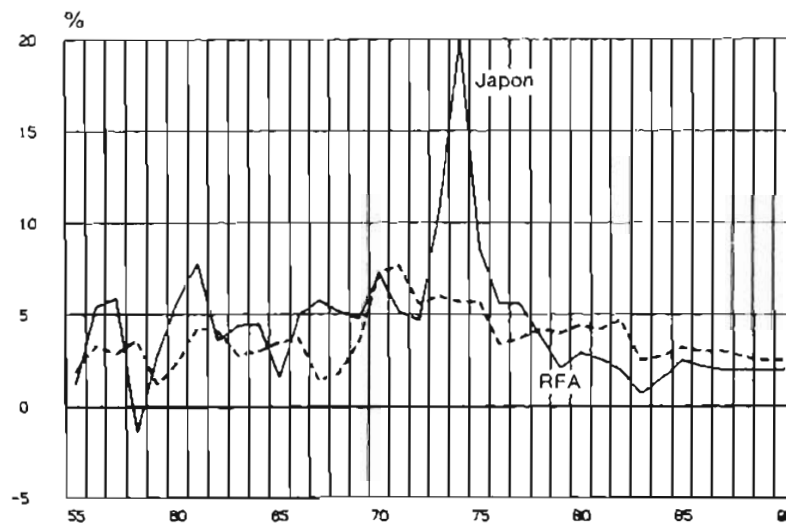
prochaines années, leur performance médiocre étant à la fois cause et conséquence d'une faible croissance de l'investissement productif.

Les pays européens semblent donc handicapés dans le jeu de la concurrence internationale. Opteront-ils alors pour un repli sur eux-mêmes, ou pour de nouvelles formes de politiques économiques concertées ? Ce point sera abordé dans la deuxième partie. Mentionnons ici que dans le scénario intermédiaire de « go and stop », un pays tel que la RFA (graphique 2) voit son taux de croissance demeurer inférieur à celui du Japon, et son taux d'inflation légèrement supérieur.



2. Croissance et inflation en RFA et au Japon, scénario « go and stop »

Accroissement du PNB de 1950 à 1990/année/année précédente



Prix (déflateur du PNB)

Source : OCDE ; prévisions OFCE.

### Comment s'orienteront les flux de marchandises et de capitaux ?

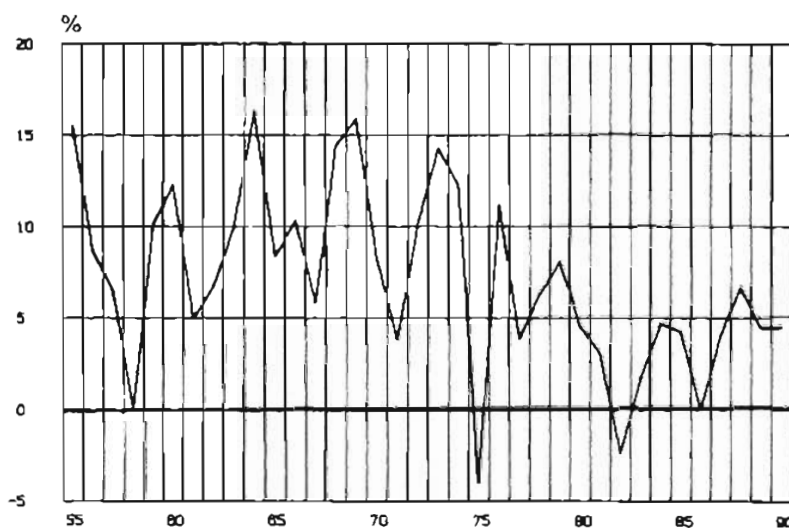
Le rythme de croissance des importations de l'OCDE sera déterminé à la fois par la rapidité de la croissance économique et par l'ampleur des mesures protectionnistes, les secondes étant d'autant plus importantes que la première sera faible. Un fractionnement de l'économie mondiale pourrait en outre revêtir des modalités bien différentes : fermeture des marchés OCDE

aux PVD, constitution d'une zone pacifique n'ayant avec l'Europe que des liens distendus, renforcement ou dislocation des liens entre pays européens...

Le marché mondial risque en tout état de cause <sup>(3)</sup> d'être peu dynamique, de sorte que la concurrence continuera à y être vive et que le Japon se verra opposer un protectionnisme grandissant. Ce pays fournissait 9 % des exportations de l'OCDE en 1965 ; cette part a atteint 16 % en 1983, rejoignant celle des Etats-Unis et se rapprochant de celle de la RFA. Précisément en raison de la masse qu'il représente désormais, le Japon est devenu un concurrent dangereux parce que sa progression risque de se réaliser au détriment des autres pays. Ces derniers ne peuvent guère admettre une croissance des exportations japonaises qui imposerait aux leurs une véritable baisse, et non plus simplement une moindre progression.

### 3. Les exportations mondiales de produits manufacturés

Accroissement en volume dans le scénario « go and stop » de 1955 à 1990 année/année précédente



Source : GATT, prévisions OFCE.

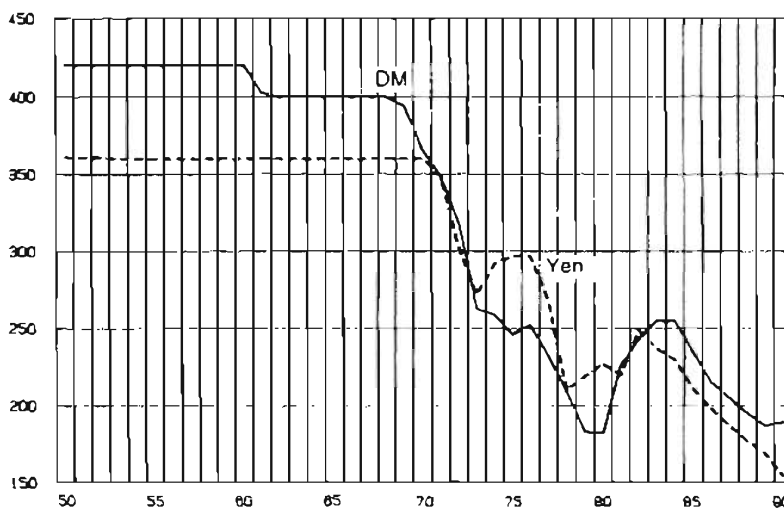
Les prix relatifs continueront à jouer un rôle important dans la détermination des parts de marché. A côté des coûts en monnaie nationale évoqués plus haut, il faut donc formuler des hypothèses relatives aux taux de change.

Pour les pays européens du SME, les niveaux de 1983 pouvant être considérés comme à peu près équilibrés, la question est de savoir si les variations des taux de change nominaux compenseront les différences entre le rythme d'inflation du pays et celui de la RFA. De tels ajustements peuvent être différés si les pays pratiquent des stratégies de monnaies fortes, et à l'inverse on peut envisager des stratégies de dévaluations compétitives.

La question de la détermination du DM et du Yen vis-à-vis du dollar ne peut guère être formulée en termes de retour à plus ou moins brève échéance à un niveau d'équilibre apprécié par l'inflation ou les déséquilibres commerciaux. Quand bien même on raisonnerait en termes de parité des pouvoirs d'achat, le plus vraisemblable est qu'une tendance inverse de celle observée au cours des années récentes, si elle s'amorçait pour de telles raisons, ne s'interromprait pas au seuil d'équilibre, mais irait au-delà. Mais les derniè-

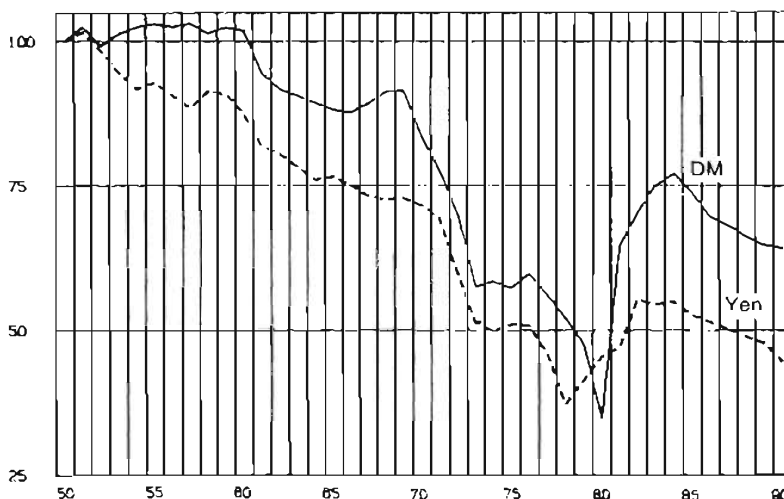
(3) Du fait notamment que les pays en voie de développement, contrairement aux années 1970, ne seront pas un élément dynamique du commerce mondial. Cf. l'article « Des avenir inégalement sombres pour les pays en voie de développement ».

res années ont montré qu'à côté des déterminants traditionnels (taux d'intérêt, rythme d'inflation, solde de la balance courante) les mouvements de capitaux jouent un rôle important ; or ceux-ci pourraient contribuer au cours des prochaines années à maintenir le dollar à un niveau élevé. Sa dépréciation sera d'autant moins importante (graphique 4) que la croissance et l'inflation seront lentes et que les différents pays chercheront à gagner ou préserver des parts de marché.



4. Le taux de change du dollar vis-à-vis du DM et du Yen (scénario « go and stop »)

Taux nominal  
Nombre de yens pour 1 dollar  
Nombre de DM pour 100 dollars



Indicateur de taux réel (taux corrigés par les déflateurs du PNB 1950 = 100)

Source : FMI, prévisions OFCE.

Les investissements américains directs à l'étranger ont vu leur croissance se ralentir au cours des années 1970 jusqu'à laisser place à une diminution du stock en 1982. Cette évolution globale recouvre une poursuite de la croissance dans les secteurs pétrolier, commercial et financier, et une baisse dans le secteur manufacturier. Cette dernière, amorcée dès l'année 1981, porte principalement sur les pays européens où est localisée la moitié de ce stock manufacturier. Parallèlement les investissements étrangers directs aux Etats-Unis se sont accélérés, de sorte que leur stock représente aujourd'hui la moitié du stock américain à l'étranger (contre le tiers en 1960). Mais le mouvement n'est pas symétrique : alors que les investissements des Etats-Unis restent principalement manufacturiers, les investissements aux Etats-

Unis se développent rapidement dans les secteurs pétrolier, financier et commercial.

Il est vraisemblable que les tendances récentes s'amplifieront, les Etats-Unis se désengageant du secteur manufacturier européen pour investir sur leur propre territoire, et non pas pour se tourner vers de nouvelles zones. En Asie notamment, tant pour des raisons de choix américains que de stratégies adoptées par les pays en voie de développement et le Japon, seuls les investissements de portefeuille semblent susceptibles de se développer. A l'inverse les Etats-Unis resteront probablement une terre d'accueil pour les investissements étrangers, pour des motifs au reste différents.

— Ce sont essentiellement des considérations de rentabilité qui joueront pour les pays européens. Les capitaux auront tendance à se placer là où les perspectives de profit à moyen terme sont les meilleures, ce qui risque de constituer un cercle vicieux par lequel la productivité et la rentabilité insuffisantes en Europe inciteront les profits qui y seront dégagés à se placer aux Etats-Unis et à renforcer ainsi le potentiel productif de ce pays.

— Le Japon présente un cas différent. Compétitif, l'appareil productif de ce pays générera des profits qu'il ne pourra pas utiliser pleinement à des fins de réinvestissement sur le territoire national, en raison de l'insuffisance des demandes intérieure et extérieure. Cet excès d'épargne sera le fondement principal des exportations de capitaux japonais au cours des années à venir. En quête de placement, des capitaux sollicités par les économies occidentales pourront s'investir en Europe et aux Etats-Unis sous forme d'investissements financiers ou d'investissements directs, la production sur place se substituant alors en partie aux exportations de marchandises. Ils s'investiront aussi — surtout — dans les économies en voie de développement du reste de l'Asie.

## **La France et son environnement : trois projections**

### **Le scénario « go and stop »**

L'hypothèse première retenue pour fonder ce scénario est que la politique mise en œuvre aux Etats-Unis depuis la fin de 1979 est parvenue à atteindre certains des objectifs assignés, notamment le ralentissement de l'inflation et la remise en cause de rigidités institutionnelles et sociales, et poursuivra dans cette voie. La restructuration de l'appareil productif, telle que la souhaitent les groupes économiques les plus influents (industries nouvelles ou engagées dans la modernisation, une large fraction du système bancaire), s'accompagnant d'un ralentissement de l'inflation structurelle, a bien progressé au cours des années récentes. Certes les obstacles sont loin d'être tous levés ; les effets bénéfiques d'un dollar fort commencent notamment à s'estomper, alors que s'aggravent ses effets pervers sur le commerce extérieur ; mais un abaissement de la parité sera générateur d'inflation.

La tactique semble devoir emprunter plus au pragmatisme des trimestres récents qu'au dogmatisme des toutes premières années 1980. La politique budgétaire pourrait alors emprunter un tour restrictif à l'automne 1985<sup>(4)</sup>, s'assouplir l'année suivante en raison du marasme économique, puis s'efforcer à nouveau de réduire le déficit. Dans ces conditions la politique monétaire conserverait une orientation restrictive, que ses objectifs soient formulés en termes de masse monétaire ou de taux d'intérêt (comme cela semble être implicitement le cas depuis la mi-1982). L'application en serait souple, des relâchements étant appliqués au coup par coup lorsqu'il s'agira de faire face à des problèmes ponctuels soit politiques (les élections de novembre 1984 et novembre 1988), soit économiques (tensions dues aux échéances des dettes latino-américaines, menaces de faillites industrielles ou bancaires dangereuses pour l'ensemble du système). Les taux d'intérêt réels resteraient nettement positifs, mais en s'abaissant progressivement, de 5 % en 1984 à 1 % en 1988.

Ces orientations de politique économique, alors que la croissance semble appelée à s'essouffler fin 1984/début 1985, auraient pour conséquence une récession (datée ici en 1986) relativement brève, comparable à celle des années 1950 et 1960. La politique serait modérément restrictive, car l'inflation malgré l'accélération de 1985, resterait relativement faible.

Le dollar aurait tendance à se déprécier vis-à-vis du DM et du Yen sans que les autorités tentent de s'opposer à ce mouvement, bien au contraire, face aux préoccupations commerciales ; l'ampleur des flux de capitaux vers les Etats-Unis tempérerait toutefois ce mouvement. Une hypothèse clef est qu'il n'y aura ni éclatement du commerce mondial par suite d'un protectionnisme généralisé, ni guerre commerciale ouverte passant par des dévaluations de combat. Toutefois le développement des échanges extérieurs comme celui de l'activité économique ne seraient pas uniformément répartis. Ils seraient plus rapides dans la zone pacifique, c'est-à-dire dans le bloc Etats-Unis/Japon/NPI asiatiques.

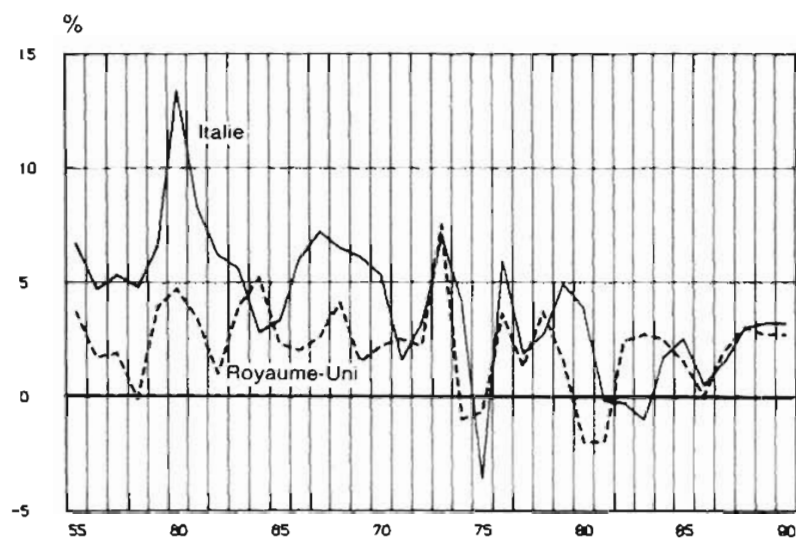
Les pays européens opteront-ils pour un repli sur eux-mêmes ? Cela semble peu vraisemblable, une telle stratégie n'ayant quelques chances de succès que si elle était mise en œuvre de manière collective et s'accompagnait de politiques économiques concertées. Or si la concertation des politiques économiques existe aujourd'hui, subie plus que choisie par plusieurs pays, c'est dans le sens d'une austérité en partie induite par les contraintes extérieures. On voit mal que la RFA et le Royaume-Uni modifient significativement les orientations de leur politique économique dans les prochaines années, ou que les autres pays européens puissent durablement rejeter seuls la voie de la rigueur dans des économies ouvertes. On envisage donc une croissance faible et modérément inflationniste, modulée bien entendu selon les caractéristiques propres à chaque pays. Ainsi (graphique 5), la croissance demeurera plus rapide en Italie qu'au Royaume-Uni, et le rythme des prix s'y ralentira sensiblement, sans pour autant rejoindre les niveaux britanniques ou, a fortiori, allemands.

---

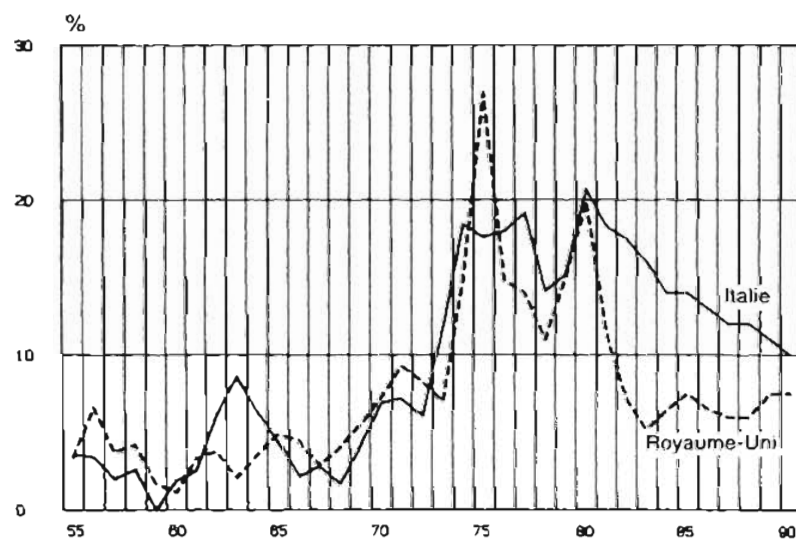
(4) L'année fiscale court du 1<sup>er</sup> octobre au 30 septembre. La discussion budgétaire actuellement en cours, dominée par les préoccupations pré-électorales, portera ses effets jusqu'en septembre 1985.

5. Croissance et inflation au Royaume-Uni et en Italie

Scénario « go and stop », accroissements année/année précédente



Prix (déflateur du PNB)



Source : OCDE, prevision OFCE.

Le tableau 1 ci-après résume les principales hypothèses de ce scénario.

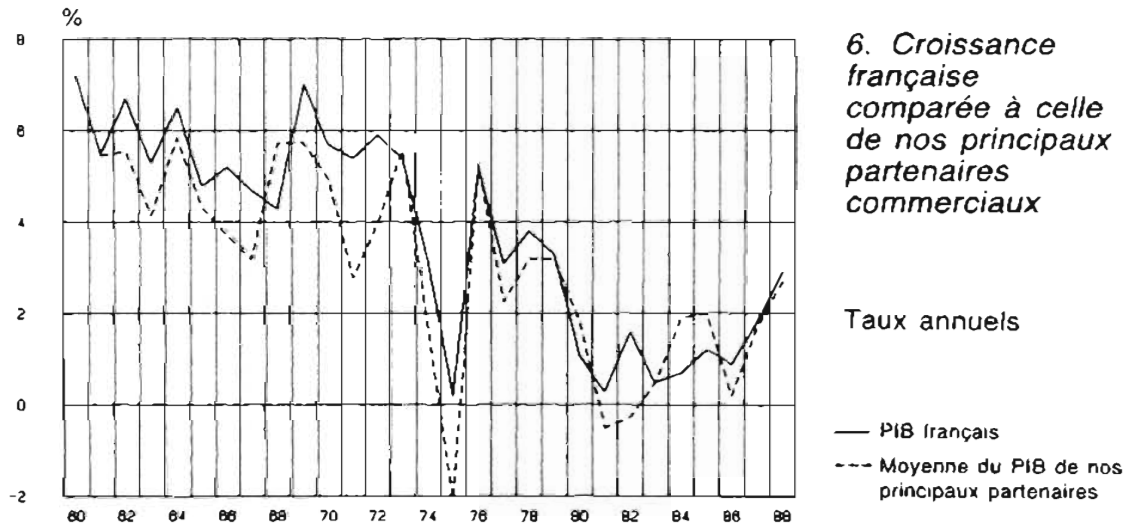
1. Principales hypothèses du scénario « go and stop »

	1984	1985	1986	1987	1988
<i>Croissance en volume</i>					
— PIB USA .....	4,5	1,2	- 1,0	2,0	3,0
— Moyenne de nos principaux partenaires (PIB) (*) .....	1,9	2,6	0,2	1,7	2,7
— Demande mondiale de produits manufacturés adressée à la France (*) .....	4,1	4,4	0,1	4,4	6,9
<i>Cours du \$/Mark</i> .....	2,55	2,35	2,15	2,05	1,95
<i>Taux moyen d'inflation de nos principaux partenaires (*)</i> .....	5,6	5,9	5,6	5,4	5,4

(\*) Moyenne de nos principaux partenaires pondérée par leur part dans les exportations françaises (RFA, USA, Italie, Royaume-Uni, Pays-Bas, Belgique). La demande mondiale est une pondération du volume des importations de nos principaux partenaires.

### L'évolution française en « go and stop »

L'objectif gouvernemental d'un retour rapide à l'équilibre extérieur et d'une réduction sensible de l'inflation impose, en début de période, le maintien d'une politique stricte de limitation des hausses nominales de revenus et un resserrement des politiques budgétaires et monétaires. Il en résulterait une croissance plus faible que celle de nos principaux partenaires en 1984 et 1985 et du même ordre de grandeur ensuite.



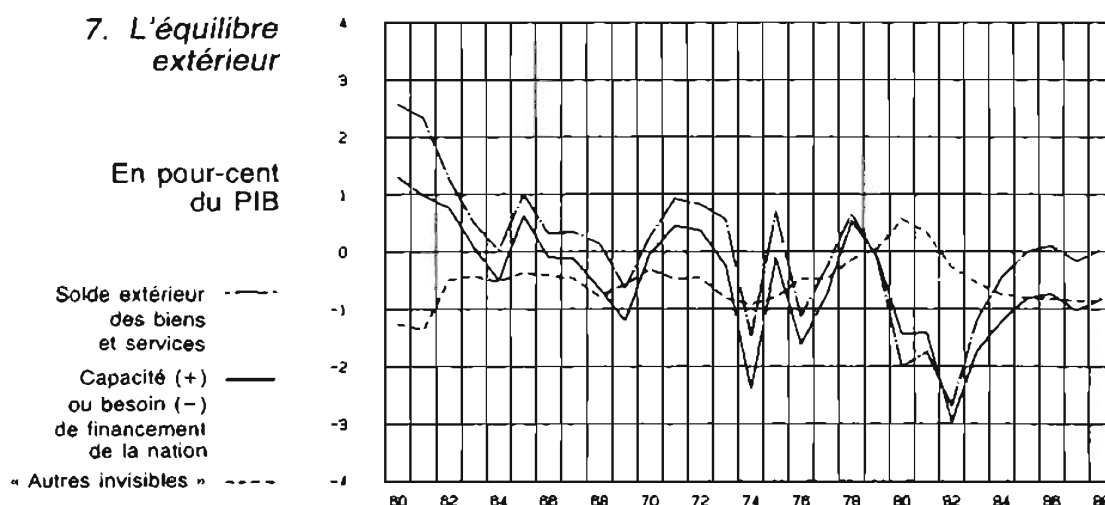
Ce différentiel de croissance se traduirait en 1984 par une évolution des importations plus faible que celle des exportations, ce qui contribuerait de façon importante au rétablissement du commerce extérieur. Par la suite en raison d'une plus forte croissance des composantes de la demande intérieure ayant un contenu en importation élevé (augmentation rapide de l'investissement productif, croissance faible de l'investissement des ménages et des dépenses publiques) le rythme d'augmentation des importations rejoindrait celui des exportations pour le dépasser en fin de période.

### 2. Ressources et emplois en biens et services marchands

	Moyenne 79-82	83	84	85	Moyenne 86-88
PIB marchand .....	1,0	0,5	0,8	1,3	2,1
Importations .....	4,5	- 1,0	1,1	4,1	5,1
Consommation des administrations ..	4,7	- 0,1	0,0	0,5	0,5
Consommation des ménages .....	2,3	0,8	0,6	1,5	2,2
Investissement .....	0,5	- 2,6	- 1,0	1,6	2,5
dont Entreprises .....	2,0	- 0,8	- 0,4	1,9	2,6
Exportations .....	1,3	2,5	4,0	4,0	4,3

Le rétablissement de l'équilibre du commerce extérieur résulterait ainsi principalement en 1984 des évolutions en volume (4 % de croissance du volume des exportations, faible augmentation du volume des importations : 1 %) tandis qu'en 1985 et 1986 l'évolution favorable des termes de l'échange conforterait ce rétablissement en compensant la reprise de la croissance des importations. En termes de balance courante l'équilibre interviendrait plus lentement du fait de la forte augmentation, à partir de 1983, des intérêts versés à l'extérieur.

La balance des opérations courantes est décrite dans le modèle selon les concepts de la Comptabilité Nationale. Le solde, capacité de financement de la Nation, est la somme du solde des échanges de biens et services et des invisibles non comptabilisés dans le solde précédent <sup>(5)</sup> (opération de répartition et consommation finale des ménages hors de leur pays de résidence). Le graphique 7 présente l'évolution de ces trois grandeurs, exprimées en pourcentage du PIB (observée de 1960 à 1983 et projetée dans le scénario « go and stop » de 1984 à 1988).



Le poste reflétant les invisibles autres que les échanges effectifs de services a été structurellement déficitaire dans le passé, à l'exception des années 1979 à 1981, où la progression des grands travaux et des revenus du capital a compensé les déficits structurels que sont les transferts publics (coopération) et privés (transferts salariaux au reste du monde). Or le poste revenus du capital s'est fortement dégradé en 1982 et devrait continuer à se dégrader du fait de la forte progression des charges d'intérêts de la dette extérieure, ce qui conduirait à un déficit de l'ensemble du poste « autres invisibles » se stabilisant autour de 0,8 % du PIB à partir de 1984.

Le besoin de financement de la Nation s'établirait en moyenne, à partir de 1986, à 0,6 % du PIB, ce qui correspond approximativement à un équilibre de la balance courante des paiements.

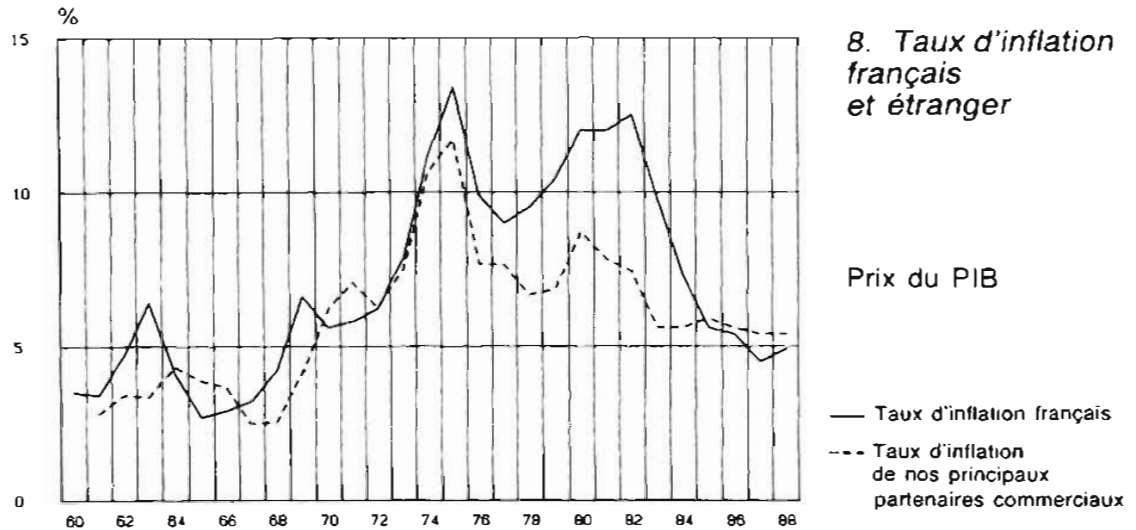
La croissance de l'investissement productif (1,9 % en 1985, 2,6 % en moyenne ensuite) résulterait plus du rétablissement de l'autofinancement

(5) En Comptabilité Nationale, une partie des invisibles : les échanges effectifs de services est incluse dans le solde des échanges de biens et services.



des entreprises que de l'évolution de la demande. Ce rétablissement serait particulièrement fort dans le secteur industriel, où le taux de profit retrouverait en 1988 le niveau observé avant le second choc pétrolier.

L'évolution favorable du dollar et le maintien d'une politique de freinage des hausses nominales de salaires entraînerait un retour dès 1985 à un taux d'inflation de l'ordre de 5 % en moyenne annuelle, qui rejoindrait ainsi le taux d'inflation moyen de nos principaux partenaires commerciaux.



La dépréciation du franc mesurée par rapport à un panier de monnaie représentant nos principaux clients cesserait également à partir de l'année 1985, la baisse du dollar compensant une légère dépréciation du franc dans le SME.

La contrepartie du rétablissement de l'équilibre extérieur et d'une faible inflation serait une dégradation sensible de la situation de l'emploi qui serait limitée toutefois par la poursuite de la réduction de la durée du travail (un peu plus de 37 heures en moyenne en 1988). L'emploi industriel diminuerait encore fortement en début de période et beaucoup plus faiblement en 1987 et 1988. Cette diminution ne serait pas compensée par la croissance de l'emploi du secteur tertiaire, qui resterait faible en raison de l'augmentation modérée de la consommation des ménages qui pèse principalement sur le développement de ce secteur. Au total la diminution de l'emploi atteindrait 160 000 personnes par an de 1984 à 1986 et seulement 30 000 par an en 1987 et 1988 dans l'hypothèse, retenue dans ce scénario, où se dessinerait une reprise de la croissance en fin de période.

Le chômage augmenterait fortement en début de période (2,4 millions en 1985) pour atteindre 2,85 millions en 1988. Cette augmentation du chômage reste l'un des problèmes majeur de ce scénario.

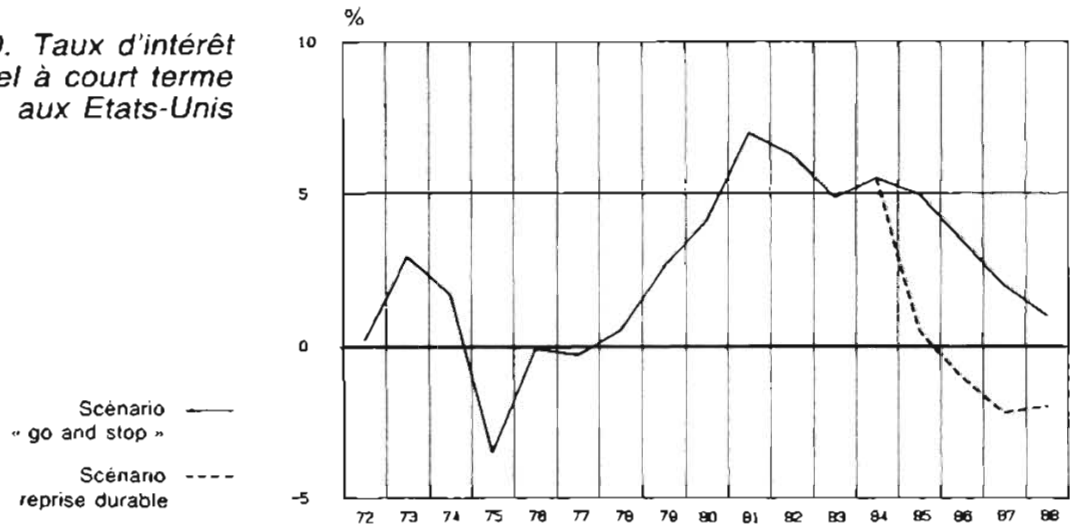
### Le scénario de la reprise durable

Le point de départ est que la nouvelle équipe arrivant au pouvoir aux Etats-Unis en janvier 1985 juge inadéquats les résultats de la politique éco-

nomique précédente, et décide donc de la modifier. Une telle hypothèse semble plus probable en cas de victoire démocrate, mais il n'est pas impossible qu'elle puisse s'appliquer à une équipe républicaine remaniée.

Pour lutter contre l'essoufflement de la croissance économique, les autorités fédérales renonceraient à pratiquer une restriction budgétaire ; les anticipations inflationnistes qui en résulteraient ne seraient pas combattues par les autorités monétaires, non plus que la chute du dollar qui aviverait l'inflation. Un léger abaissement des taux d'intérêt nominaux se traduirait alors par une baisse des taux d'intérêt réels et le dollar atteindrait 1,70 DM en 1988.

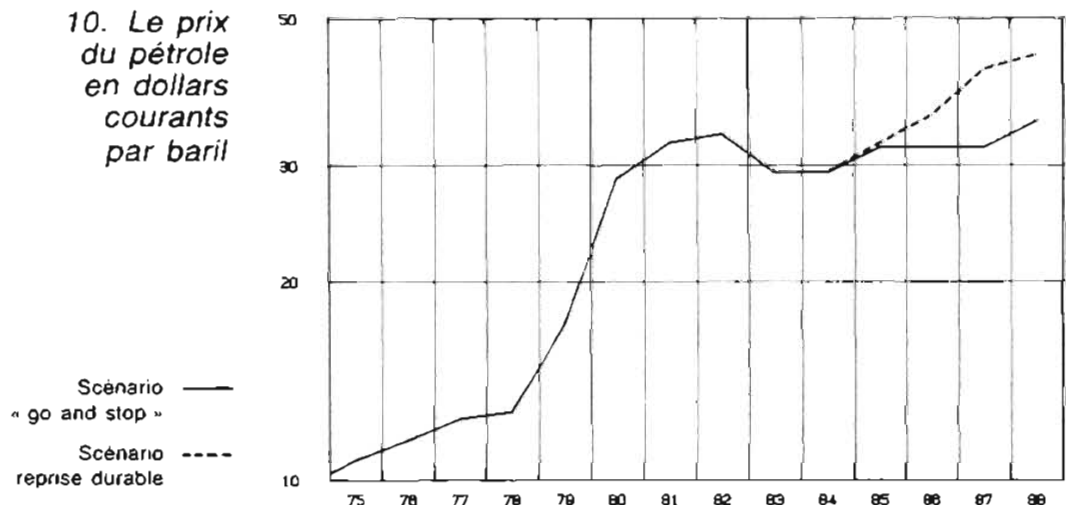
### 9. Taux d'intérêt réel à court terme aux Etats-Unis



Source : Federal Reserve Board, prévisions OFCE.

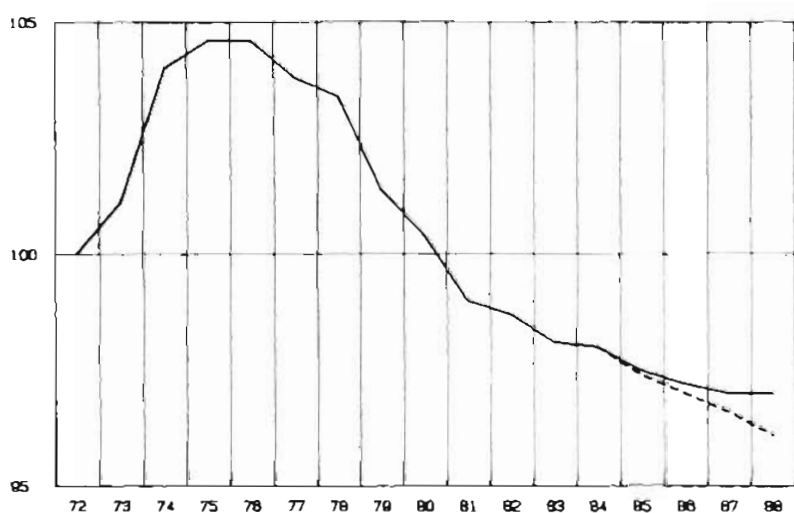
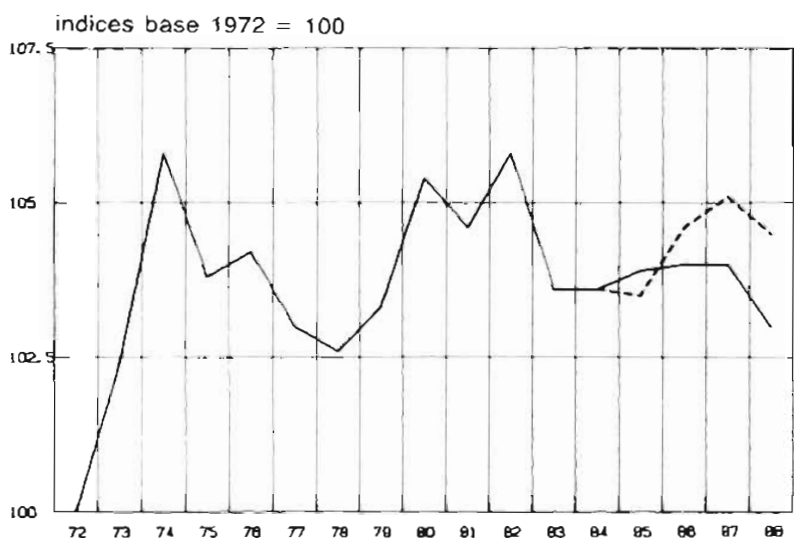
La récession serait alors différée jusqu'en 1988-1989, tandis que la hausse des prix s'accélélerait sans toutefois rejoindre des niveaux comparables à ceux qu'avaient induit les chocs pétroliers. Les effets bénéfiques de la dépréciation du dollar sur l'inflation des autres pays industrialisés seraient en partie compensés par deux phénomènes : la hausse du prix en dollars de certaines matières premières, dont le pétrole ; les dévaluations plus fréquentes chez certains pays du SME.

### 10. Le prix du pétrole en dollars courants par baril



Source : Petroleum economist, prévisions OFCE.

La contrainte du taux de change qui pèse sur la RFA se trouverait desserrée, de sorte que ce pays pourrait abaisser un peu ses taux d'intérêt. Par contagion les pays européens se trouveraient autorisés à pratiquer des politiques de relance ou de soutien dans un environnement caractérisé par l'accélération de la demande mondiale. La réussite relative des pays européens ne serait pas la même que dans le scénario précédent : l'Italie par exemple serait plus apte que les Pays-Bas à tirer parti d'un tel environnement.



Source : CEE, prévisions OFCE

Ce scénario décrit un certain fractionnement de la Communauté Européenne qui se traduit par un retour à des politiques économiques indépendantes appuyées par des réajustements monétaires au sein du SME. Cet éclatement des politiques économiques était contenu, dans le scénario de « go and stop », par la contrainte que faisait peser sur les nations européennes la modération de la croissance mondiale. Les politiques économiques ne pouvaient guère alors s'écarter d'une certaine austérité. Ce fractionnement n'est cependant pas inéluctable, bien que la situation politique actuelle de la

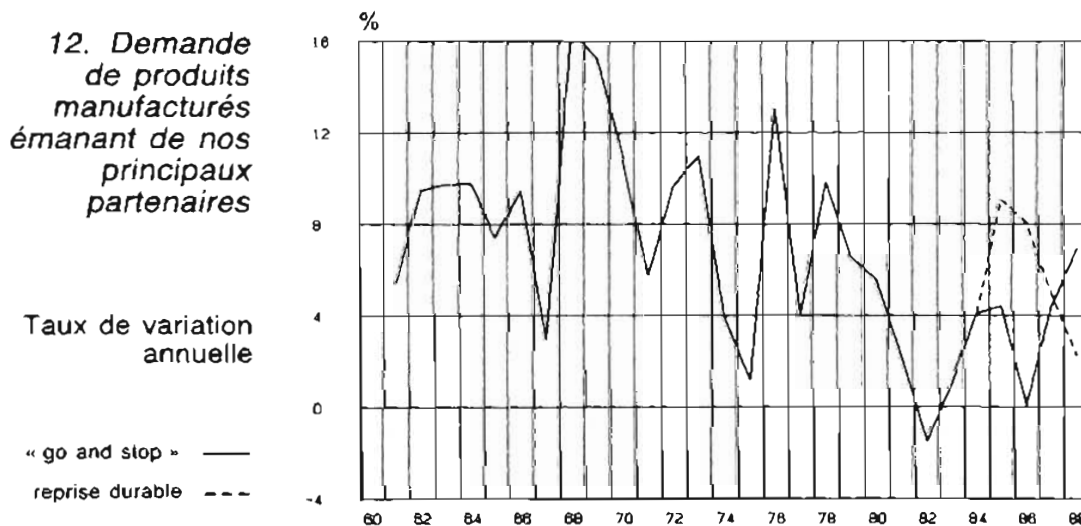
Communauté Economique Européenne le rende malheureusement possible. Aussi examinerons-nous à la fin de cet article l'alternative que pourrait être une politique de relance concertée au niveau européen.

### 3. Principales hypothèses du scénario « reprise durable »

	1984	1985	1986	1987	1988
<i>Croissance en volume (%)</i>					
— PIB USA .....	4,5	5,0	4,5	3,0	1,0
— Moyenne de nos principaux partenaires (PIB).....	1,9	3,9	3,7	3,0	1,5
— Demande mondiale de produits manufacturés adressée à la France ..	4,1	9,1	8,1	5,0	2,3
<i>Cours du \$/Mark .....</i>	2,55	2,25	2,05	1,85	1,75
<i>Taux moyen d'inflation de nos principaux partenaires (prix implicite du PIB)</i>	5,6	6,5	7,0	7,4	8,0

### La France dans la reprise mondiale : un desserrement des contraintes

Dans ce scénario de reprise durable, la demande en produits manufacturés émanant de nos principaux partenaires connaîtrait une croissance soutenue, comparable à celle de la période qui suivit le premier choc pétrolier. Celle-ci resterait toutefois inférieure à la croissance qui caractérisa les années soixante (tableau 3 et graphique 12).



La reprise entraînerait un développement rapide des exportations françaises (7 % en moyenne de 1985 à 1988 contre 4,2 % dans le scénario précédent) qui desserrerait considérablement la contrainte extérieure, autorisant un accompagnement de la reprise mondiale par une relance interne. Celle-ci serait dosée de façon à maintenir un léger excédent de la balance commerciale, et se traduirait à la fois par un accroissement des dépenses publiques

et une baisse de la pression fiscale, conforme aux engagements du président de la République. Cette baisse serait rendue possible par l'accroissement des recettes résultant de la croissance économique, le déficit des finances publiques étant maintenu, comme dans le scénario précédent, au voisinage de 3 % du PIB.

Par rapport au scénario précédent, l'augmentation porterait sur l'ensemble des dépenses publiques (consommation intermédiaire et finale, investissement) ainsi que sur le pouvoir d'achat des salaires et des prestations sociales. Ces mesures s'accompagneraient en outre d'un assouplissement de la politique monétaire. Quant à la baisse de la pression fiscale, nous avons supposé qu'elle porterait principalement sur l'impôt sur le revenu des personnes physiques dont le taux, en pourcentage du PIB, diminuerait de 0,7 point entre 1984 et 1988 au lieu de rester stable, comme dans le scénario précédent.

D'autres hypothèses auraient pu être retenues, comme par exemple la constitution d'un fort excédent commercial, mais, étant donné l'importance du problème de l'emploi, l'hypothèse d'une relance associée à une reprise mondiale paraît la plus probable. Reprise mondiale et relance interne permettraient de retrouver un rythme de croissance voisin de 2,5 % en moyenne à partir de 1985, avec une forte croissance des échanges extérieurs et une augmentation assez rapide de l'investissement productif (tableau 4).

#### 4. Ressources et emplois de biens et services marchands en France dans un scénario de reprise durable

	1984	1985	Moyenne 1986-1988
PIB marchand .....	0,8	2,6	2,5
Importations .....	1,1	7,7	6,7
Consommation des administrations ..	0,0	0,5	1,7
Consommation des ménages .....	0,6	1,9	2,4
Investissement .....	- 1,0	2,9	3,3
dont Entreprises .....	- 0,4	4,2	3,7
Exportations .....	4,0	8,8	6,4
Production industrielle .....	- 0,1	2,9	2,4

Le redémarrage de l'inflation étrangère et la relance intérieure entraîneraient une remontée de l'inflation à partir de 1985. En termes de prix implicite de la consommation des ménages, le rythme annuel d'inflation passerait ainsi de 5,5 % en 1985 à près de 8 % à la fin de la période.

La croissance de la production resterait toutefois insuffisante pour enrayer la montée du chômage qui atteindrait encore 2,7 millions en 1988.

La différence entre ces deux scénarios est surtout importante en 1985 et 1986. En termes de croissance du PIB l'écart est respectivement pour ces

années de 1,1 et 1,3 point. Cet écart peut être décomposé en un effet direct résultant des modifications de l'environnement international et un effet induit qui traduit l'impact de l'assouplissement de la politique économique, rendu possible par le desserrement de la contrainte d'équilibre extérieur. Le tableau 5 présente cette décomposition pour le PIB, les exportations et la consommation des ménages, en 1985 et 1986.

*5. Effets en France d'une reprise mondiale plus forte  
(Ecart en points sur le taux de croissance annuel moyen  
entre les scénarios « reprise » et « go and stop »)*

	PIB marchand		Exportations		Consommation des ménages	
	1985	1986	1985	1986	1985	1986
Effet direct .....	1,1	1,3	5,0	8,9	0,1	0,5
Effet de l'assouplissement de la politique économique .....	0,2	0,2	- 0,2	- 1,0	0,2	0,4
Effet total .....	1,3	1,5	4,8	7,9	0,3	0,9

L'effet direct traduit une croissance tirée par les exportations dans un contexte interne qui reste dominé par le freinage de la demande intérieure : il en résulte une forte déformation du partage du PIB au détriment de la consommation des ménages, et des gains importants de compétitivité à la fois sur les marchés intérieurs et extérieurs. La relance de la demande intérieure, rendue possible par l'excédent commercial ex-ante, permet de rétablir une évolution plus favorable de la consommation des ménages, mais limite les gains de compétitivité et, par conséquent, la croissance des exportations. Globalement toutefois le supplément de croissance reste très largement orienté vers les marchés extérieurs.

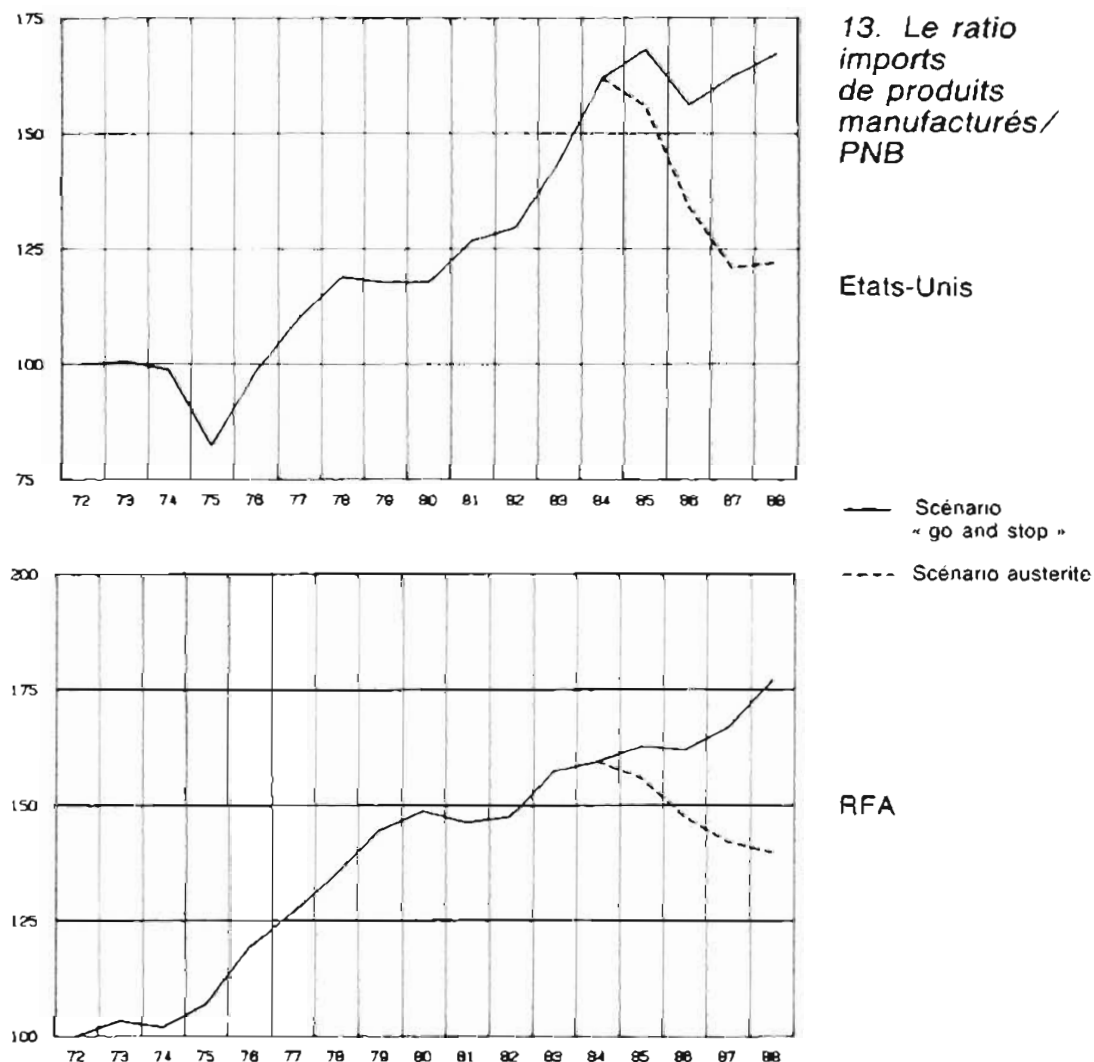
**Le scénario d'austérité prolongée  
et de montée des protectionnismes**

Le degré d'avancement des transformations en cours dans les économies industrialisées, notamment celle des Etats-Unis, est malaisé à apprécier. Certaines évolutions en cours ne constituent peut-être qu'un répit alors que les difficultés de fond subsisteraient. Tel pourrait être le cas de l'inflation. Il se peut également que la persistance d'intérêts opposés entre les différents groupes économiques (entreprises fortement implantées sur les marchés extérieurs/activités principalement tournées vers le marché national, industries mûrissantes/secteurs de pointe ; régions en déclin/zones en croissance rapide...) soit actuellement masquée, dans certains pays, par la reprise de l'activité, mais ressurgisse avec force dès lors que se profilera un ralentissement de la croissance. Fondé sur la rémanence de désajustements

structurels le caractère restrictif de la politique économique pourrait donc durer plus longtemps qu'il n'est envisagé dans les deux scénarios précédents. Aux Etats-Unis notamment les autorités monétaires durciraient leur action de sorte que les taux d'intérêt réels demeurerait élevés. Sous cette contrainte les autorités fédérales tenteraient de réduire le déficit budgétaire, mais celui-ci serait automatiquement alourdi dans un premier temps par les effets de la récession. En conséquence la reprise étant lente et le dollar étant maintenu à des niveaux élevés par les perspectives de réduction du déficit budgétaire et par l'évolution immédiate et attendue de l'inflation et des taux d'intérêt, les secteurs frappés par la concurrence étrangère accentueraient leurs revendications protectionnistes, avec succès.

Cette politique d'austérité serait contagieuse. La RFA se verrait contrainte de relever ses taux d'intérêt nominaux, et la plupart des pays européens devraient d'autant plus la suivre dans cette voie que leur inflation est difficile à maîtriser. Les pays européens, incapables de réaliser un front commun face aux contraintes extérieures, se laisseraient gagner par l'élargissement du protectionnisme qui toucherait les échanges intra-européens.

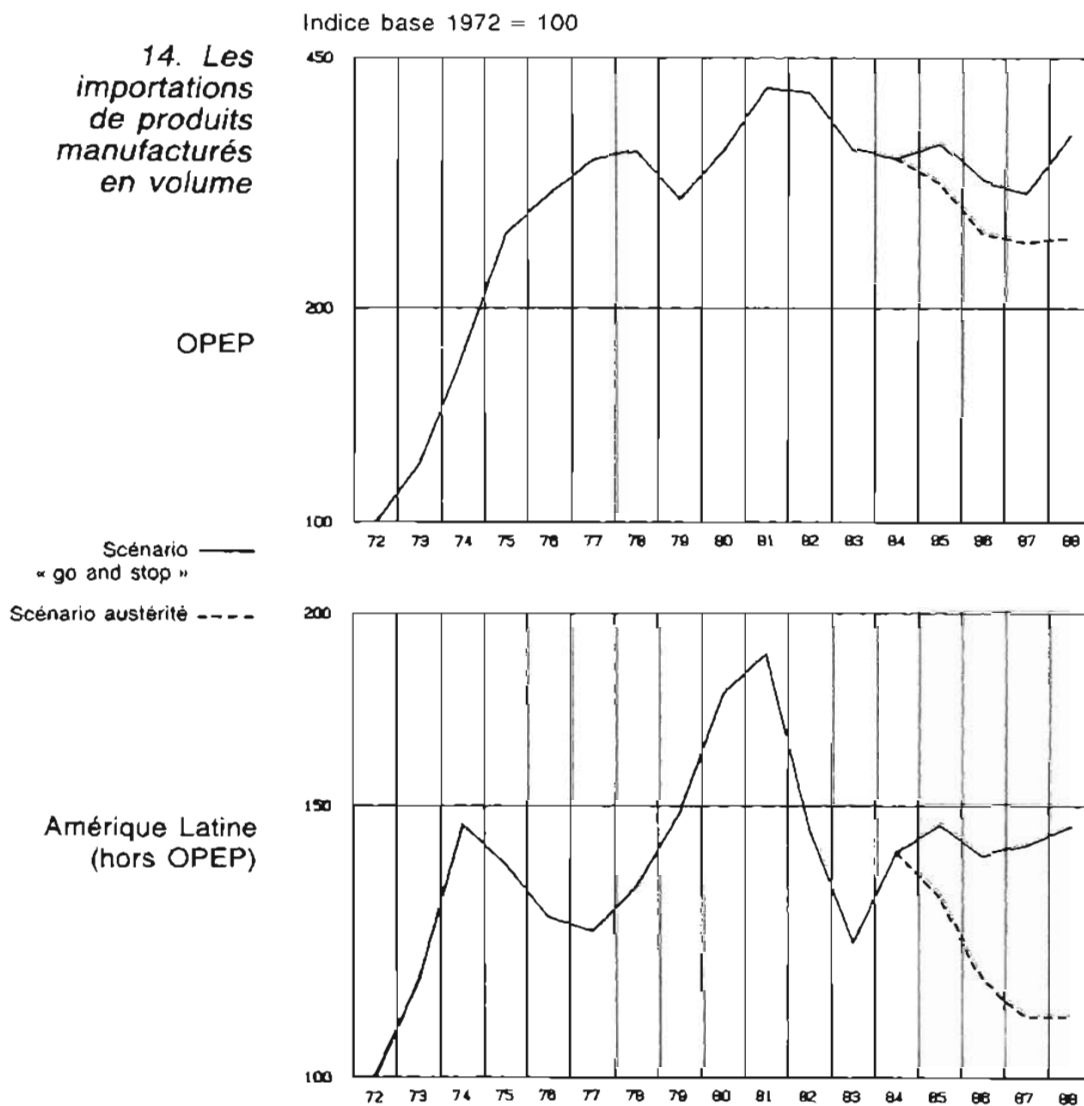
Indice de volume 1972 = 100



Source : OCDE, prévisions OFCE

Les importations de matières premières par les pays industrialisés seraient faibles, de sorte que malgré la modération des prix des produits manufacturés les termes de l'échange des PVD exportant principalement des produits primaires se dégraderaient. Pour eux comme pour les pays asiatiques, qui se heurteraient au protectionnisme opposé à leurs exportations de produits manufacturés, les recettes d'exportation fléchiraient, et donc les importations. En outre, l'évolution des taux d'intérêt alourdirait la charge de la dette. De manière cumulative la demande mondiale aurait alors tendance à se contracter.

14. Les importations de produits manufacturés en volume



Source : GATT, prévisions OFCE.

La demande de produits manufacturés adressée à la France connaîtrait une forte diminution (– 1 % en moyenne de 1986 à 1988) ce qui entraînerait un recul du même ordre de grandeur des exportations industrielles. Celui-ci serait toutefois en partie compensé par le maintien relatif des échanges non industriels (produits agricoles et alimentaires, services) de sorte que la diminution du volume global des exportations serait en moyenne de 0,4 % par an au cours des trois dernières années de la période. La croissance française, le déficit extérieur et le chômage dépendraient fortement du succès des



mesures de protection adoptées et des capacités de la nation à développer les secteurs abrités (tertiaire, BTP). La croissance du PIB ne pourrait guère excéder 1,3 % par an au cours des trois dernières années (1,0 % correspond à un succès « moyen » de la politique interne) et le déficit extérieur pourrait atteindre 50 milliards par an en fin de période dans l'hypothèse d'un échec des mesures protectionnistes ou être voisin de zéro dans l'hypothèse inverse. Un tel chiffrage est toutefois très hasardeux, dans la mesure où la quantification des effets du protectionnisme ne peut qu'être réalisée « hors modèle » et sans le garde-fou d'une observation passée.

Le déficit des finances publiques pourrait atteindre 4 % du PIB en fin de période et le chômage 3 millions de personnes.

### 6. Croissance étrangère et française en austérité prolongée

	1984	1985	1986-1988
PIB de nos principaux partenaires .....	1,9	0,8	1,2
Demande mondiale de produits manufacturés à la France .....	4,1	- 0,5	- 1,0
<i>France</i>			
— PIB marchand .....	0,8	0,3	1,0
— Volume des exportations .....	4,0	0,0	- 0,4

## Les problèmes à moyen terme

### Les finances publiques

La politique de régulation simulée dans les deux scénarios les plus probables <sup>(6)</sup> repose, pour ce qui est des finances publiques, sur des hypothèses dont le schéma général est le suivant :

— le déficit budgétaire exprimé en pourcentage du PIB ne doit pas s'éloigner de la norme de 3 % <sup>(7)</sup> ; cette limite étant déjà atteinte en 1983-1984, la croissance des dépenses de l'Etat doit être au plus égale à celle de ses recettes dans les années futures ;

— l'augmentation spontanée des ressources publiques (c'est-à-dire à taux de prélèvement obligatoire inchangé) est limitée par la faiblesse de la croissance ;

(6) Le scénario austérité prolongée ayant une faible probabilité de réalisation, nous ne l'avons pas retenu dans les analyses de cette troisième partie.

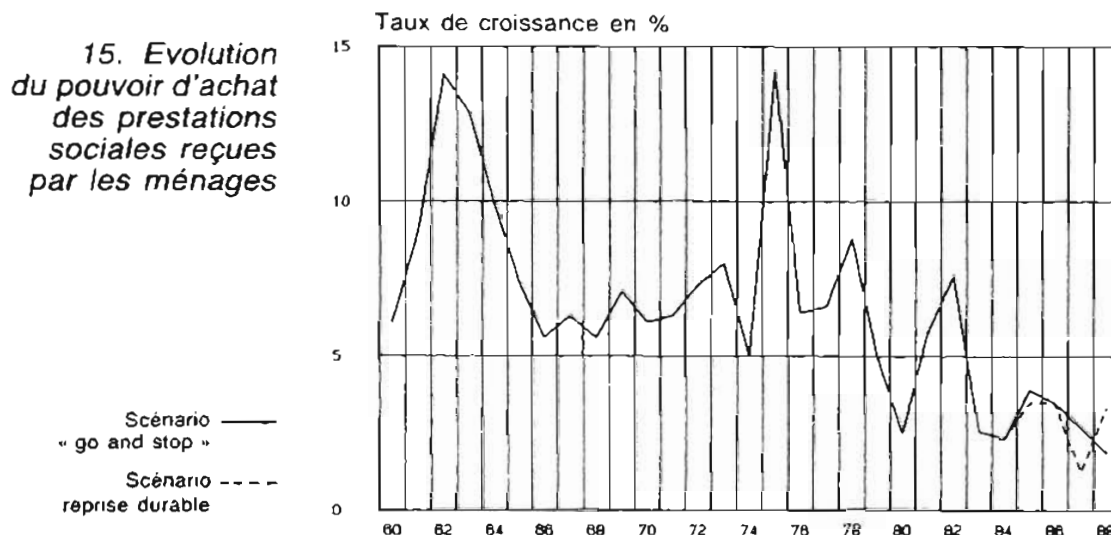
(7) Dans le modèle « OFCE-Annuel », on considère l'ensemble des administrations (Etat, collectivités locales, Sécurité sociale, et administrations privées). En 1982 et 1983, le besoin de financement de l'ensemble des administrations représentait environ 2,5 % du PIB. Dans la projection, on suppose que la norme est respectée lorsque celui-ci ne dépasse pas 3 % du PIB.

— dès lors pour prendre en compte l'intention exprimée par le président de la République de faire baisser le taux de prélèvement obligatoire à partir de 1985, il était nécessaire de partir d'hypothèses restrictives quant à l'augmentation des différentes catégories de dépenses publiques ;

— enfin la priorité accordée à la lutte contre l'inflation et l'intention exprimée par le Gouvernement de ne pas alourdir les charges des entreprises nous a conduit à n'augmenter ni les taux de TVA ni les taux de cotisations sociales employeurs au-delà de 1984.

### Les dépenses sociales connaîtraient une croissance ralentie...

Compte tenu des hypothèses énoncées ci-dessus, le pouvoir d'achat des prestations sociales croîtrait modérément au cours des années 1984-1988 : + 2,9 % par an dans les deux scénarios contre 4,6 % entre 1980 et 1983 (graphique 15).



Cette évolution générale recouvre une croissance différenciée par grandes catégories de prestations. En raison de l'augmentation des effectifs due à la démographie et à l'abaissement de l'âge de la retraite, les prestations retraites croîtraient relativement vite : + 4,5 % par an <sup>(8)</sup>.

L'évolution des prestations chômage dépend des mécanismes d'indexation, du nombre de chômeurs et du nombre de bénéficiaires de la garantie de ressource. Entre 1975 et 1982, le coût unitaire par « chômeur » <sup>(9)</sup> a été multiplié par 4,3 en valeur courante et 2,1 en valeur réelle du fait de la forte progression des préretraités <sup>(10)</sup> d'une part et de l'amélioration de la législa-

(8) Dans le modèle elles sont indexées sur le salaire moyen par tête dont le pouvoir d'achat progresse très faiblement.

(9) Le coût unitaire par chômeur est obtenu en divisant le montant des prestations chômage (au sens de la Comptabilité nationale) par les demandeurs d'emplois (DEFM) plus les bénéficiaires de la garantie de ressources (ceux-ci ne sont pas chômeurs bien qu'ils soient indemnisés par l'UNEDIC).

(10) L'allocation par personne en garantie de ressources est beaucoup plus élevée que par chômeur.

tion d'autre part. Le décret du 24 novembre 1982 allié à la baisse du nombre de bénéficiaires de la garantie de ressources à partir de 1984 <sup>(11)</sup> devrait par contre conduire à une baisse du coût unitaire du chômeur, en francs constants, d'environ 10 % entre 1983 et 1988. En conséquence, malgré la hausse du chômage, le pouvoir d'achat de l'ensemble des prestations chômage évoluerait modérément entre 1984 et 1988 : + 1,5 % par an dans le scénario « go and stop » et + 0,5 % dans le scénario reprise durable.

Les autres prestations (maladie, famille, accident du travail, etc.) sont pour l'instant projetées globalement dans le modèle. Leur pouvoir d'achat s'est accru de 4,2 % par an entre 1975 et 1982. Mais compte tenu des contraintes budgétaires et des efforts déployés par les Pouvoirs publics pour parvenir à une plus grande maîtrise des dépenses de santé, leur croissance serait fortement ralentie entre 1984 et 1988 : + 1,7 % par an pour le scénario « go and stop » et + 1,9 % pour le scénario de reprise durable. En effet, dans ce dernier scénario, la contrainte budgétaire est moins forte du fait de la croissance plus rapide, on admet donc une progression plus rapide des prestations familiales.

### **La progression des recettes est néanmoins insuffisante à partir de 1985...**

S'agissant des recettes des administrations de Sécurité sociale, il a été tenu compte de toutes les mesures connues au 1<sup>er</sup> mars 1984 : majoration de 1 point de la cotisation vieillesse de l'ensemble des actifs à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1984, déplafonnement des cotisations employeurs à l'assurance maladie, majoration de 0,2 point du taux de cotisation chômage pour les salariés à partir du 1<sup>er</sup> avril 1984, etc. Toutes ces mesures ont été maintenues sur l'ensemble de la période de projection. Néanmoins, compte tenu de la faible croissance des salaires et de la baisse de l'emploi, la progression des ressources sera insuffisante pour équilibrer les dépenses à partir de 1985.

Pour combler le déficit, nous avons augmenté les taux de cotisation salariés et non salariés: de 0,4 point au début de l'année 1985, 0,6 point à la fin 1986 et 0,8 point au cours de l'année 1988. Cette hypothèse est commune aux deux scénarios. Ces mesures, conjuguées à la croissance du PIB, font croître le rapport cotisations sociales salariés/PIB de 0,6 point entre 1983 et 1988 mais la part de l'ensemble des cotisations sociales effectives (salariés + employeurs) se stabilise en 1985 et décroît légèrement à partir de 1986 (graphique 16). L'augmentation des cotisations est néanmoins insuffisante pour résorber l'ensemble du déficit des régimes sociaux dans les deux scénarios. Aussi avons-nous maintenu sur toute la période de projection dans le scénario « go and stop » le prélèvement exceptionnel de 1 % sur le revenu des ménages institué en 1983 et reconduit avec une assiette élargie en 1984. Le déficit résiduel est comblé par des « recettes de poche » (taxe sur les tabacs et alcools, sur les assurances automobiles, etc.) et grâce à une participation de l'Etat un peu plus importante.

(11) Ils étaient 64 000 en 1975, 360 000 en 1982. Ils sont 440 000 en 1984 et seront seulement 260 000 en 1988.

Le supplément de croissance résultant du scénario de reprise prolongée (environ 0,6 point par an sur la période 1985-1988) devrait par contre permettre à l'Etat d'atténuer sa pression fiscale directe sur les ménages à partir de 1985-1986. Le rapport impôts sur le revenu <sup>(12)</sup>/PIB reviendrait à son niveau de 1981 en fin de période (graphique ci-après).

### **La baisse du niveau des prélèvements obligatoires à partir de 1985-1986 est obtenue au prix d'un freinage draconien des dépenses publiques**

Nous venons de voir que la progression des dépenses sociales doit être sensiblement réduite pour éviter un alourdissement important des prélèvements sociaux. Compte tenu de la charge grandissante de la dette publique <sup>(13)</sup>, cette condition est encore plus impérative pour les autres dépenses publiques. En conséquence nous avons supposé d'une part que les recrutements seraient limités à 10 000 personnes par an à partir de 1985 pour l'ensemble des administrations, d'autre part que la progression du pouvoir d'achat des fonctionnaires serait très faible (+ 1,6 % en moyenne de 1985 à 1988 pour le salaire annuel brut par tête dans le scénario reprise prolongée, et + 1,1 % dans le scénario « go and stop »).

Les dépenses d'investissement ont été fortement réduites en 1983 (- 2,8 %) et le seraient encore en 1984 (- 2,0 %) et 1985 (- 1,6 %). A partir de 1986 on a fait l'hypothèse qu'elles connaîtraient à nouveau une croissance positive : + 1,1 % dans le scénario « go and stop » et + 2,3 % pour le scénario reprise prolongée.

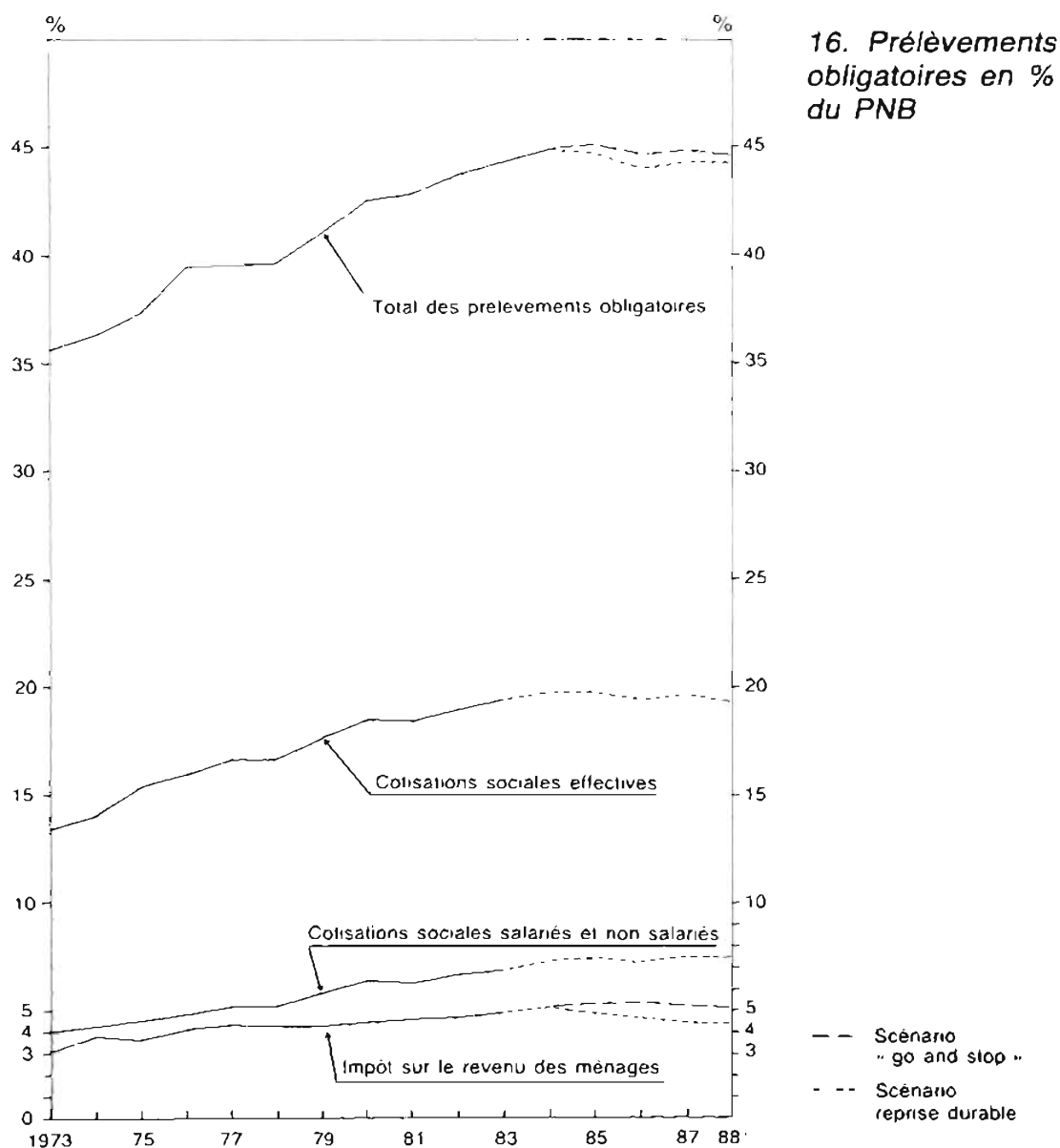
S'agissant des autres dépenses (consommations intermédiaires civiles et militaires, subventions, aides au développement), on a également fait l'hypothèse que les Pouvoirs publics mettraient tout en œuvre pour les limiter au maximum, voire les diminuer dans le cas des subventions.

En résumé il semble donc que la promesse du président de la République de faire diminuer d'un point le taux des prélèvements obligatoires soit un objectif réalisable à terme (graphique 16) dans le scénario le plus favorable (reprise prolongée). Par contre il paraît difficile à atteindre dans le scénario « go and stop », sauf à envisager une politique encore plus stricte en matière de dépenses publiques, ce qui ne ferait qu'aggraver le problème du chômage. La solution qui consisterait à laisser croître le besoin de financement des administrations plus rapidement permettrait d'atteindre cet objectif plus facilement. Mais il faudrait alors prendre des mesures correctrices dans d'autres domaines de la politique économique (par exemple politique salariale encore plus stricte) pour éviter de compromettre le retour à l'équilibre extérieur.

---

(12) Y compris prélèvement exceptionnel de 1 %.

(13) Entre 1982 et 1988, les intérêts nets versés par l'ensemble des administrations seraient multipliés par deux. Ils représenteraient 70 % du total des investissements de ces mêmes administrations dans le scénario « go and stop » en 1988 et 62 % dans le scénario reprise prolongée, contre 47 % en 1982.



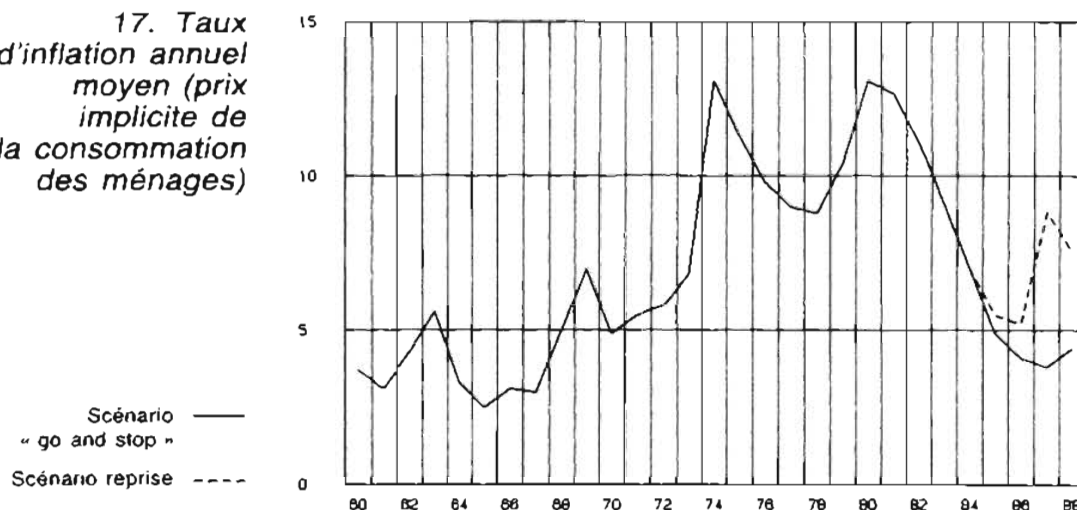
## Les facteurs de la désinflation

Les deux scénarios ont en commun de décrire une importante réduction de l'inflation en début de période conduisant à un taux annuel d'augmentation des prix de la consommation voisin de 5 % en 1985 et 1986. Par la suite l'inflation remonte dans le scénario de reprise, alors qu'elle reste faible dans l'hypothèse « go and stop ».

Cette désinflation repose sur un processus cumulatif mêlant étroitement les facteurs internes et externes : le freinage des hausses nominales des salaires permet de limiter la hausse des prix et la dépréciation du franc, laquelle contribue de façon importante au succès de la politique salariale et au freinage de l'inflation.

On a chiffré dans le tableau 7 l'impact des principaux facteurs de la désinflation dans le scénario « go and stop ». Bien que notre analyse isole ces

17. Taux d'inflation annuel moyen (prix implicite de la consommation des ménages)



facteurs, ceux-ci ne sont généralement pas indépendants les uns des autres. C'est le cas notamment du taux de change du franc par rapport aux monnaies étrangères, dont l'évolution, favorable par rapport à la période 1981-1983, résulte en partie du processus de désinflation, donc de la politique des prix et des revenus.

On a pris pour référence l'inflation moyenne des trois années 1981 à 1983 (ligne 1). Par rapport à cette référence, la réduction de l'inflation dans le scénario « go and stop » est respectivement de 1,8 point en 1983, 4,0 en 1984, 6,0 en 1985 et 6,7 en 1986 (ligne 9). Les lignes 2 à 8 présentent la décomposition de cette réduction de l'inflation selon les principaux facteurs qui interviennent dans la formation des prix et des salaires.

On voit que l'hypothèse d'un cours moyen du dollar s'établissant à 8 F en 1984, 7,7 F en 1985 et 7,2 F en 1986 devrait contribuer fortement au ralentissement de l'inflation : respectivement - 2 % en 1984, - 3,5 % en 1985 et - 3,8 % en 1986 par rapport à la période 1981-1983 (ligne 3). A ces effets favorables s'ajouteraient la réduction de l'inflation étrangère, surtout importante en 1983 (ligne 2) et l'arrêt de la dépréciation du franc par rapport aux monnaies du SME (ligne 4).

L'augmentation du taux intermédiaire de TVA en 1982 et les hausses successives des taux des cotisations sociales des employeurs exerceront encore une pression inflationniste en 1984 mais elle cesserait ensuite dans l'hypothèse commune aux deux scénarios, où le gouvernement n'y recourrait plus à partir de 1984.

Le principal facteur interne de désinflation sera le freinage des hausses nominales de salaires sous l'effet de l'augmentation du chômage (ligne 6), d'une moindre progression du pouvoir d'achat du SMIC (ligne 7 : 2 % par an en 1984 et 1985 au lieu de 4,7 % en moyenne annuelle de 1981 à 1983) et d'une politique stricte de limitation, en 1984, des hausses nominales, qui rend compte principalement de l'évolution du terme « autres facteurs » (ligne 8). L'impact de ce terme peut paraître modeste en 1984 (- 1,1 %), il tient à ce qu'il est mesuré en écart par rapport à une période marquée en 1982 par le blocage des prix et des salaires, puis en 1983 par une politique d'encadrement des prix et des revenus.

7. Les facteurs explicatifs de la désinflation (taux de variation en moyenne annuelle du prix implicite de la consommation des ménages)  
Scénario « go and stop »

	1983	1984	1985	1986
1. Taux d'inflation de référence moyenne de la période 1981-1983 .....	10,9	10,9	10,9	10,9
<i>Impact des principaux facteurs par rapport à la période 1981-1983 (*)</i>				
2. Evolution des prix étrangers yc matières premières et énergie .....	- 1,3	- 0,4	- 0,7	0,0
3. Cours du franc par rapport au dollar ...	- 0,7	- 2,0	- 3,5	- 3,8
4. Cours du franc par rapport aux monnaies SME .....	0,0	- 0,1	- 0,4	- 0,4
5. TVA et taux de cotisation sociale employeurs	+ 0,5	+ 0,4	- 0,1	- 0,5
6. Tensions (chômage et utilisation des capacités de production) .....	0,0	- 0,1	- 0,2	- 0,9
7. Pouvoir d'achat du SMIC .....	- 0,1	- 0,7	- 0,9	- 0,8
8. Autres facteurs (y compris politiques des prix et des revenus) .....	- 0,2	- 1,1	- 0,2	- 0,3
9. Effet total (lignes 2 à 8) .....	- 1,8	- 4,0	- 6,0	- 6,7
10. Taux d'inflation observé ou prévu (lignes 1 - ligne 9) .....	9,1	6,9	4,9	4,2

(\*) Un signe négatif indique un impact plus favorable qu'au cours de la période de référence (1981-1983).

Par rapport à l'évolution spontanée décrite par le modèle avec les mécanismes antérieurs de formation du salaire, le freinage de la croissance du salaire nominal par tête en 1984 serait voisin de 2 % en moyenne annuelle. Ce freinage serait du même ordre de grandeur qu'en 1983, mais il s'exercerait dans un environnement plus favorable, bénéficiant en outre de la décélération engendrée par les premiers résultats de la politique menée depuis mars 1983. La simulation réalisée montre qu'il serait possible dès l'année suivante de revenir à des mécanismes moins contraignants de formation du salaire et notamment à la politique contractuelle, car le freinage de l'inflation jouerait de façon cumulative pour ralentir l'évolution nominale des salaires.

## Analyse de la désinflation

Pour prendre en compte dans la projection la spécificité de la politique des prix et des revenus en 1984, deux méthodes étaient envisageables. On pouvait fixer de façon exogène l'évolution du salaire nominal en tenant compte des normes définies en janvier 1984, ou laisser fonctionner l'ensemble des équations de prix et de salaire du modèle en introduisant une correction spécifique dans la détermination des salaires, afin de tenir compte des normes gouvernementales. Nous avons opté pour la seconde solution qui permet d'apprécier l'importance de l'effort envisagé en matière de remise en cause des indexations et fournit donc une indication de sa probabilité de réalisation. Cette seconde méthode permet alors de décomposer l'évolution des prix et des salaires en isolant les principaux facteurs intervenant dans la boucle prix-salaires.

Plus précisément si l'on note  $p$  le prix de la valeur ajoutée,  $p_e$  l'indice des prix étrangers en devises,  $e$  le taux de change (valeur du franc exprimé en monnaie étrangère),  $p_c$  le prix de la consommation des ménages et  $w$  le taux de salaire, les équations de prix et de salaires s'écrivent, en négligeant les délais de réaction et en notant  $\dot{p}$  le taux de croissance de la variable  $p$  :

$$(1) \text{ prix de la valeur ajoutée : } \dot{p} = \mu \dot{w} + d$$

$$(2) \text{ taux de salaire : } \dot{w} = \mu' \dot{p}_c + d'$$

$$(3) \text{ prix de la consommation des ménages :}$$

$$\dot{p}_c = \alpha \dot{p} + (1 - \alpha) (\dot{p}_e - \dot{e})$$

$\mu$  est le coefficient d'indexation des prix sur les coûts salariaux ( $\mu = 1$  à long terme),  $\mu'$  le coefficient d'indexation des salaires sur les prix (voisin de l'unité à long terme dans les estimations économétriques récentes).  $d$  représente l'ensemble des facteurs explicatifs qui interviennent dans l'équation de prix : autres composantes du coût unitaire, notamment croissance de la productivité du travail et charges d'intérêts, ainsi que le taux d'utilisation des capacités de production.  $d'$  représente les facteurs explicatifs qui interviennent dans l'équation de salaire (pouvoir d'achat du SMIC et taux de chômage principalement).  $\alpha$  représente enfin la part des biens de consommation d'origine nationale.

En résolvant les trois équations en fonction des seules variables exogènes à la boucle prix-salaires on obtient :

$$(4) \dot{p} = \underbrace{\frac{\mu \mu' (1 - \alpha)}{(1 - \mu \mu' \alpha)} (\dot{p}_e - \dot{e})}_{\text{prix étrangers et change}} + \underbrace{\frac{\mu d' + d}{(1 - \mu \mu' \alpha)}}_{\text{facteurs internes}}$$

et de la même façon :

$$(5) \dot{p}_c = \frac{1 - \alpha}{(1 - \alpha \mu \mu')} (\dot{p}_e - \dot{e}) + \frac{\alpha (\mu d' + d)}{(1 - \alpha \mu \mu')}$$



$$(6) \hat{w} = \frac{\mu' (1 - \alpha)}{(1 - \alpha \mu \mu')} (\hat{p}_e - \hat{e}) + \frac{\mu' \alpha d + d'}{(1 - \alpha \mu \mu')}$$

On vérifie que dans une économie où l'indexation des prix sur les salaires et des salaires sur les prix est complète ( $\mu = \mu' = 1$ ), la répercussion des prix étrangers et du taux de change sur les prix nationaux est égale à un :

$$(4') \hat{p} = (\hat{p}_e - \hat{e}) + \frac{d' + d}{(1 - \alpha)}$$

$$(5') \hat{p}_c = (\hat{p}_e - \hat{e}) + \frac{\alpha (d' + d)}{(1 - \alpha)}$$

$$(6') \hat{w} = (\hat{p}_e - \hat{e}) + \frac{\alpha d + d'}{(1 - \alpha)}$$

Tel est approximativement le cas du modèle OFCE-Annuel à long terme, c'est-à-dire que la répercussion est pratiquement totale au-delà de la cinquième année qui suit la modification de  $p_e$  ou  $e$ .

Les équations 4 à 6 permettent de décomposer l'évolution du prix et des salaires selon les principaux facteurs explicatifs :

- prix étrangers  $p_e$  et taux de change  $e$  (on distingue le \$ et les monnaies du SME),
- tensions (taux de chômage et taux d'utilisation des capacités de production),
- fiscalité (TVA) et cotisations sociales,
- pouvoir d'achat du SMIC,
- autres facteurs.

En pratique cette décomposition est obtenue par simulation des blocs prix-salaires du modèle en fonction des variables exogènes à ces blocs.

Le tableau 7 présente le résultat de ces simulations pour le prix implicite de la consommation des ménages. La référence est l'évolution moyenne de la période 1981-1983. On obtient ainsi une décomposition de la réduction de l'inflation par rapport au taux d'inflation moyen de cette période (10,9 %).

La ligne autres facteurs, obtenue par solde, représente l'ensemble des facteurs non pris en compte dans l'analyse. Cette ligne inclut également les effets des variables d'écart des relations économétriques (observées sur le passé et prolongées en prévision). Ces variables d'écart représentent, outre les aléas des relations économétriques, l'impact de mesures spécifiques comme le blocage des prix et des salaires en 1982, l'effet sur les prix et les salaires de la réduction de la durée du travail ou encore la politique spécifique des salaires en 1984.

## **L'emploi et le chômage**

Le niveau de l'emploi dépend de trois catégories de facteurs : la production nationale, la productivité du travail, enfin la durée hebdomadaire moyenne du travail salarié. On a vu précédemment que le rythme annuel de croissance est relativement lent sur la période 1984-1988. Il reste à analyser les deux autres facteurs avant d'en voir les conséquences sur l'évolution de l'emploi et de passer en dernier lieu aux perspectives de chômage.

### **La réduction de la durée du travail et ses modalités**

Entre 1983 et 1988 on a supposé que la durée hebdomadaire moyenne du travail diminuerait de 1,1 % par an pour atteindre 37,2 heures en 1988 contre 39,25 heures en 1983. Cette baisse est plus rapide que la tendance observée durant les années précédant immédiatement 1982 (0,5 % par an) mais correspond à peu près à l'évolution moyenne de la période 1973-1982 (tableau 8). Compte tenu des graves problèmes d'emplois et de restructuration que devrait connaître l'industrie pendant une partie de la période étudiée, on a fait l'hypothèse que la réduction serait légèrement plus forte dans l'industrie (- 1,2 % par an) que dans le tertiaire (- 1,0 %).

On a en outre admis que cette évolution se ferait à un rythme annuel régulier à partir de 1984. Ceci résulte du fait qu'il s'agirait d'une réduction négociée (contrats de solidarité) s'appliquant à un niveau décentralisé. Chaque entreprise considérée isolément procéderait à une réduction plus concentrée, mais toutes les entreprises ne le feraient pas en même temps.

### **La productivité horaire du travail progresserait plus vite qu'au cours des années 1980-1983**

L'évolution de la productivité horaire résulte de deux catégories de facteurs. La première est due aux délais d'ajustement de l'emploi à la production : c'est le cycle de productivité. Ces délais sont soit d'origine institutionnelle (réglementation des licenciements, etc.) soit liés au marché de l'emploi (formation, qualification, etc.).

La seconde catégorie regroupe les gains de productivité d'origine technologique et organisationnelle. Dans les secteurs non-industriels, celle-ci est projetée de façon tendancielle. Dans l'industrie la fonction de production utilisée dans le modèle est de type putty-clay, de sorte que le coût relatif du capital et du travail influence la productivité moyenne du travail et du capital.

Le tableau 8 ci-après indique l'évolution de la productivité horaire dans l'industrie et dans l'ensemble des branches marchandes hors agriculture. Il ressort de ce tableau que la croissance de la productivité est sensiblement ralentie au cours de la période 1980-1984 par rapport aux années 1973-1979. Au-delà de 1984 le profil d'évolution diffère entre le scénario « go and stop » et le scénario reprise prolongée (essentiellement en raison de l'évolution différente de la valeur ajoutée). Néanmoins on retrouve pratiquement la croissance des années 1973-1979 dans l'industrie. Dans les autres branches les gains sont traditionnellement plus faibles. Nous avons cependant admis

que l'informatisation généralisée des services, la baisse de la durée du travail et la moindre croissance de l'emploi dans les entreprises nationales (PTT, SNCF, RATP...) et les hôpitaux devraient permettre une croissance plus forte que celle des années 1980-1984.

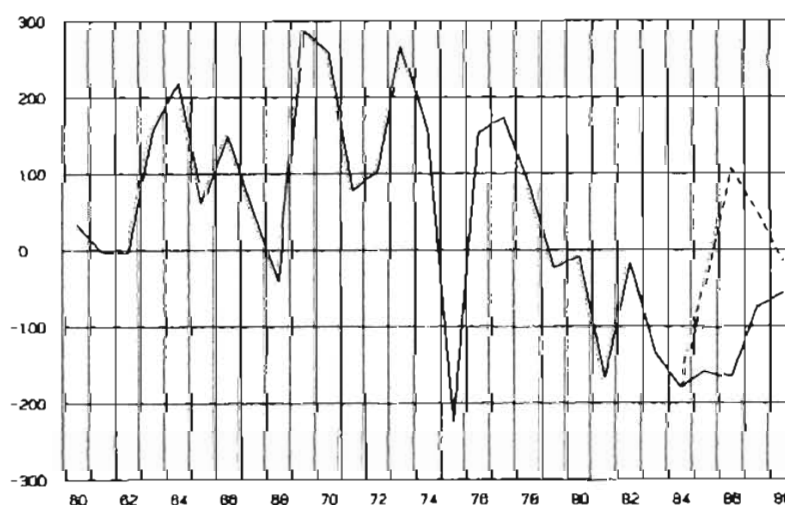
**8. Croissance, productivité et emploi dans les branches marchandes <sup>(1)</sup>**  
Taux de croissance annuel moyen

	1979/73	1982/79	1984/82	1986/84		1988/86	
				(2)	(3)	(2)	(3)
				Valeur ajoutée (francs 1970) .....	3,2	0,7	0,7
• dont industrie .....	3,0	- 1,0	0,8	0,1	3,4	3,6	2,3
Productivité horaire apparente du travail	3,8	2,4	2,6	3,2	3,9	3,7	3,0
• dont industrie .....	5,2	2,6	4,6	4,3	5,6	5,5	4,2
Durée hebdomadaire du travail .....	- 1,0	- 1,2	- 0,9	- 1,0	- 1,0	- 1,1	- 1,1
• dont industrie .....	- 1,0	- 1,1	- 1,2	- 1,2	- 1,2	- 1,2	- 1,2
Effectifs (salariés et non salariés) .....	0,4	- 0,5	- 1,0	- 1,0	0,2	0,1	0,2
• dont industrie .....	- 1,2	- 2,5	- 2,6	- 3,0	- 1,0	- 0,7	- 0,7

- (1) Hors agriculture, institutions de crédit et assurances.
- (2) Scénario « go and stop ».
- (3) Scénario reprise durable.

**L'emploi total continuerait à diminuer en 1984-1985, mais se redresserait en fin de période**

Le graphique 18 ci-dessous retrace d'une part la variation annuelle de l'emploi total au cours de la période 1967-1983 et d'autre part l'évolution prévue au cours des années 1984-1988 dans les deux scénarios. On constate que dans le premier (« go and stop »), il faut attendre 1986-1987 pour que la diminution de l'emploi commence à se ralentir alors que dans le second (reprise durable), c'est un accroissement qui se produit dès 1985.



**18. Variation annuelle de l'emploi total en milliers de personnes**

— Scenario « go and stop »  
- - - Scenario reprise durable

L'évolution par branche serait également contrastée. L'industrie perdrait 300 000 emplois entre 1984 et 1988 dans le premier scénario contre 150 000 dans le second. Rappelons qu'entre 1980 et 1984, soit pour la même période de temps (4 ans), l'emploi industriel a chuté de 500 000 personnes.

L'emploi dans le BTP, les services marchands, les transports-télécommunications et les commerces croîtrait seulement de 50 000 personnes entre 1984 et 1988 dans le premier scénario contre 320 000 dans le scénario de reprise durable. Cette catégorie d'emplois a progressé de 830 000 personnes sur la période 1973-1980 et a stagné au cours des années 1980-1984.

En ce qui concerne l'emploi des administrations, des institutions de crédit, des entreprises d'assurances et de l'agriculture, on a fait l'hypothèse qu'il évoluerait de manière similaire dans les différents scénarios.

L'emploi des administrations fait partie des hypothèses de politique économique. Entre 1980 et 1984 les créations nettes d'emplois auront été d'environ 180 000 personnes <sup>(14)</sup>. A partir de 1985 on suppose qu'elles seront très faibles : 10 000 personnes par an soit, un peu moins de 0,3 % par an. Ces créations compenseraient en partie la réduction de la durée de travail estimée à environ 1 % par an en moyenne. Cette hypothèse correspond en fait à une légère baisse des effectifs de l'Etat.

L'emploi des institutions de crédit et des assurances progresserait en moyenne de 1 % par an, ce qui correspond à 35 000 emplois supplémentaires entre 1982 et 1988.

Enfin l'emploi agricole (salariés et non-salariés) chuterait de 200 000 personnes entre 1982 et 1988, soit 33 000 personnes par an (ce qui correspond à 2 % par an contre 3 % entre 1973 et 1982).

## **De l'emploi au chômage**

L'évolution du chômage dépend de celle de l'emploi d'une part et de la croissance des ressources en main-d'œuvre d'autre part.

Cette dernière résulte de l'évolution de la population française par âge et par sexe ainsi que des taux d'activités. Avant 1981 on se contentait en général de projeter ceux-ci en prolongeant les tendances observées dans le passé pour une conjoncture économique moyenne [6].

Mais depuis 1981-1982, les Pouvoirs publics ont pris un certain nombre de mesures nouvelles qui modifient sensiblement la progression des ressources en main-d'œuvre : garanties de ressources, allocations conventionnelles du Fonds national pour l'emploi, contrats de solidarité-préretraite, retraite à 60 ans, stages de formation pour les jeunes de 16-21 ans, accroissement des capacités d'accueil de l'Education nationale. Les conséquences de ces mesures sur la progression du chômage au cours de la période 1981-1983 sont étudiées dans un article de la présente revue [4]. D'après cette étude elles auraient permis d'éviter environ 60 000 chômeurs en 1981 et 1982 et 125 000 en 1983.

---

(14) Voir l'article « Chômage et politique de l'emploi » dans ce numéro [4].

Pour projeter l'incidence des mesures précitées au cours de la période 1984-1988, nous avons fait les hypothèses suivantes :

- l'effort en faveur de la formation des jeunes serait maintenu sur l'ensemble de la période, leur taux d'activité continuerait donc à baisser ;
- l'abaissement de l'âge de la retraite « compenserait » l'extinction progressive de la garantie de ressources, la baisse tendancielle des taux d'activité de la classe d'âge des 60-64 ans est donc maintenue en projection ;
- la suppression des contrats de solidarité préretraite démission à la fin de l'année 1983 serait seulement en partie compensée par les départs en préretraites résultant des contrats FNE.

L'évolution attendue des effectifs de préretraités dans l'hypothèse retenue par l'UNEDIC, où le nombre de préretraités licenciés (bénéficiaires d'allocations conventionnelles du FNE) augmenterait de 36 000 personnes par an à partir de mai 1983, est retracée dans le tableau 9 ci-après. On constate que le nombre de préretraités commencerait à baisser à partir de 1984-1985 d'environ 40 000 par an en moyenne. Il en résulterait une incidence positive sur l'évolution des taux d'activité de la classe d'âge des 55-59 ans et donc sur l'évolution des ressources en main-d'œuvre. Néanmoins par rapport à la projection tendancielle, on aurait une baisse du niveau des ressources en main-d'œuvre, due aux dispositifs des préretraites, de 110 000 personnes en 1988.

9. Evolution des effectifs de préretraités (55-59 ans) au 31 mars, en milliers de personnes

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
1. Contrat de solidarité préretraite . . .	—	20	111	174	132	88	45	10
2. Allocations conventionnelles du FNE	12,5	39	62	99	109	107	102	98
3. Total (1) + (2)								
— en stock . . . . .	12,5	59	173	273	241	195	147	108
— en variation annuelle . . . . .	11	46,5	114	100	- 32	- 46	- 48	- 39

Source : UNEDIC.

Compte tenu des hypothèses faites précédemment d'une part et de l'évolution potentielle des ressources en main-d'œuvre projetée par l'INSEE <sup>(15)</sup> [6], on est en mesure d'estimer la contribution des ressources en main-d'œuvre à l'évolution du chômage (tableau 10).

Pour évaluer l'impact de l'évolution de l'emploi sur le chômage, il faut tenir compte du fait que les taux d'activité sont sensibles à la situation conjoncturelle de l'emploi : ils ont tendance à augmenter quand l'emploi s'améliore et vice-versa. La mesure de ce phénomène est extrêmement délicate. Dans le passé les relations économétriques chômage-emploi montrent

(15) Rappelons que dans sa projection, l'INSEE suppose une évolution nulle du solde migratoire. Or il n'est pas évident que, compte tenu de la situation du marché du travail, une politique spécifique ne soit pas mise en place pour restreindre les migrations.

que, selon les secteurs où sont créés les emplois, les coefficients d'impact sur le chômage peuvent être compris entre 0,3 et 0,8. En d'autres termes pour 100 emplois créés, on peut avoir entre 30 et 80 chômeurs en moins (et inversement dans le cas de pertes d'emplois). Mais ces estimations ne sont pas très robustes et il n'est pas évident que dans le contexte d'une croissance durablement ralentie des revenus et d'une baisse de l'emploi que nous prévoyons, l'ampleur de ce phénomène perdure.

Quoiqu'il en soit il faut garder à l'esprit le fait que ce mécanisme a une forte incidence sur les projections de chômage. En outre il atténue fortement les différences dans ce domaine entre les différents scénarios.

Par ailleurs les prévisions en matière de chômage sont également dépendantes du système de mesure de celui-ci. En France, à l'heure actuelle, plusieurs mesures des chômeurs sont possibles <sup>(16)</sup>.

L'évolution du chômage qui est donnée au tableau 10 est mesurée par les demandes d'emplois en fin de mois. C'est pourquoi nous avons introduit une correction qui prend en compte l'incidence du contrôle par l'ANPE des chômeurs de longue durée ([4] pour 1982 et 1983).

Au total, dans le scénario de « go and stop », le chômage pourrait s'accroître en moyenne de 160 000 personnes par an pour atteindre un peu plus de 2,85 millions de personnes en 1988 contre 2,05 millions en 1983. Dans le scénario de reprise prolongée sa hausse serait un peu plus modérée : 130 000 par an, soit 2,7 millions en 1988.

**10. Evolution du chômage sur la période 1984-1988**  
*Variations annuelles en milliers de personnes*

	1984	1985	1986	1987	1988
1. Incidence des ressources en main-d'œuvre sur le chômage .....	60	150	140	135	130
2. Incidence des mesures de contrôle des chômeurs de longue durée par l'ANPE ...	- 20	- 10	0	0	0
3. Incidence de l'évolution de l'emploi					
• Scénario de « go and stop » .....	+ 100	+ 90	+ 75	+ 15	- 70
• Scénario de reprise durable .....	+ 100	+ 20	- 60	- 25	+ 10
4. Demandes d'emplois en fin de mois (DEFM) en moyenne annuelle (4) = (1) + (2) + (3)					
• Scénario de « go and stop » .....	140	230	215	150	60
• Scénario de reprise durable .....	140	160	80	110	140

Les perspectives décrites ci-dessus sont d'une certaine manière assez décourageantes. Il faut néanmoins savoir que, compte tenu de la croissance des ressources en main-d'œuvre <sup>(17)</sup>, il faudrait créer au cours des cinq pro-

(16) En 1982, il y avait 1 862 000 chômeurs au sens du BIT, 2 008 000 DEFM (source ANPE) et 2 059 000 chômeurs au sens du recensement, soit environ 200 000 chômeurs de différence entre la première mesure (BIT) et la dernière (recensements).

(17) Cette situation est spécifique à la France (sur ce point voir [2])

chaines années au moins 150 000 emplois par an pour stabiliser le nombre de chômeurs à son niveau de 1983. Or au cours des années 1960-1975, on a créé en moyenne seulement un peu plus de 100 000 emplois par an, malgré une croissance économique deux à trois fois supérieure à ce qu'elle sera vraisemblablement dans les prochaines années. Ces chiffres montrent que compte tenu de la dimension du problème du chômage d'une part et des contraintes financières d'autre part, il n'existe pas de solution miracle. Une croissance économique plus soutenue est évidemment souhaitable, mais elle bute sur la contrainte extérieure. Une réduction plus forte que la durée du travail pour être vraiment bénéfique sur l'emploi impliquerait une baisse du pouvoir d'achat individuel, ce qui est à l'heure actuelle difficilement envisageable.

Les solutions adoptées en 1982-1983 (créations d'emplois publics, préretraites, etc.) si elles étaient reconduites et amplifiées pourraient atténuer la montée du chômage. Mais elles ont un coût qu'il est impossible de financer aujourd'hui.

## **Conclusion**

La phase de reprise mondiale dans laquelle les pays occidentaux sont engagés depuis quelques trimestres ne peut guère être considérée comme la fin de la crise. La plupart des gouvernements occidentaux ne souhaitent pas, ou ne peuvent pas, supprimer dans un avenir proche les politiques de semi-austérité.

La croissance du PIB des pays de l'OCDE et celle des échanges mondiaux seront relativement lentes, quel que soit le scénario envisagé, pour peu que l'on reste dans les limites du vraisemblable sans chercher à décrire le souhaitable. Elles retrouveraient au mieux un rythme comparable à celui de l'entre deux chocs pétroliers.

La croissance française sera largement conditionnée par la croissance mondiale et l'objectif de rétablissement rapide de l'équilibre extérieur : plus faible que la moyenne de nos principaux partenaires en début de période, elle redeviendrait du même ordre de grandeur ensuite, voir légèrement supérieure, dans l'hypothèse où s'amorcerait une nouvelle récession mondiale en milieu de période. L'inflation ralentirait considérablement dès la fin de cette année pour se stabiliser au voisinage de 5 % en 1985-1986. Elle pourrait augmenter à nouveau en fin de période dans l'hypothèse d'une reprise durable, sans revenir toutefois aux hausses de ces dernières années.

La croissance resterait insuffisante pour assurer, sans mesures nouvelles, un équilibre des comptes sociaux. Quant à l'objectif de diminution des prélèvements obligatoires, il ne serait réalisable que dans le scénario le plus favorable.

La progression des ressources en main-d'œuvre, interrompue ces dernières années par la politique de l'emploi, pèsera à nouveau sur le chômage qui pourrait atteindre 2,7 ou 2,9 millions de personnes en 1988. L'ampleur du

problème à résoudre apparaît lorsqu'on note qu'il faudrait créer annuellement plus d'emplois qu'avant la crise pour stabiliser le chômage à son niveau de 1983. Accélérer la croissance sans buter sur la contrainte extérieure ne peut être envisagé qu'au niveau européen. En l'absence d'une telle concertation, il semble que seules les actions sur l'emploi soient de nature à s'opposer au développement du chômage.

Le partage du temps de travail, malgré toutes les difficultés qu'il présente, apparaît comme l'une des solutions les moins irréalistes. Au demeurant c'est bien grâce à un abaissement de la durée de travail que les Etats-Unis sont, mieux que la plupart des pays occidentaux, parvenus à limiter le nombre de leurs chômeurs. La durée du travail n'était plus en 1983 que de 35 heures dans le secteur privé : elle continue à osciller autour de 40 heures dans le secteur industriel, mais baisse dans le tertiaire depuis de nombreuses années pour n'être plus aujourd'hui que de 32 heures.

L'industrie ne paraît plus dans les pays avancés en mesure de répondre au problème de l'emploi. Faut-il alors rechercher une issue tertiaire à la montée du chômage ?

## Références bibliographiques

- [1] AGLIETTA M., OUDIZ G., « Problématique pour des scénarios de l'économie mondiale », *Futuribles*, n° 70, octobre 1983, pp. 3 à 28.
- [2] ANYADIKE-DANES M., FITOUSSI J.-P., « Dimensions du problème de l'emploi en Europe et aux Etats-Unis », *Lettre de l'OFCE*, n° 12, février 1984.
- [3] CHARPIN J.-M., « Les projections macroéconomiques quantifiées », *Futuribles*, n° 70, octobre 1983, pp. 97-112.
- [4] COLIN J.-F., ELBAUM M., FONTENEAU A., « Chômage et politique de l'emploi 1981-1983 », *Observations et Diagnostics Economiques*, Revue n° 7, avril 1984.
- [5] DMS, « Quels efforts pour quel avenir ? Une projection de l'économie française à l'horizon 1988 », *Economie et Statistique*, n° 161, décembre 1983, pp. 51 à 70.
- [6] EYMARD-DUVERNAY F., « Combien d'actifs d'ici l'an 2000 », *Economie et Statistique*, n° 115, octobre 1979.
- [7] FONTENEAU A., « Le modèle OFCE-Annuel », *Observations et Diagnostics Economiques*, Revue n° 5, octobre 1983.
- [8] FOUET M., « Les avenir inégalement sombres des pays en voie de développement », *Observations et Diagnostics Economiques*, Revue n° 7, avril 1984.